

CULTURE

TINTIN
ET
L'ALPH-ARTLE DERNIER
TINTIN

C'est le livre surprise de l'automne, l'album le plus émouvant de toute l'histoire de la bande dessinée. *Tintin et l'Alph-Art*, la 23e aventure du célèbre petit reporter, est en librairie au Québec cette semaine. Un album inachevé, qui vient mettre un terme à l'aventure commencée par Hergé en 1929 avec *Tintin au pays des Soviets*. Paul Cauchon l'a lu. **Page C-1**

9 NOVEMBRE :
ET LA CULTURE ?

Malgré le foisonnement de ses festivals, la créativité de ses artistes, le nombre de troupes professionnelles et d'institutions prestigieuses installées sur son territoire, on dit Montréal en perte de vitesse culturelle par rapport à Toronto. **Page C-1**

MARK PRENT

Ses sculptures s'offrent comme autant de défis au regardeur : Mark Prent, le Montréalais qui dérange, suit, par ses travaux, la voie d'un *horror art* qui nous fait deviner un Jérôme Bosch de la fin du 20e siècle. **Page D-8**

PASSEPORT

LES CROISIÈRES

En Méditerranée, dans les eaux vertes des Bahamas ou dans celles des Antilles, il fait toujours bon partir en croisière, ou même seulement d'en rêver. Surtout quand les navires portent des noms enchanteurs comme le *Sea Goddess II*, le *Carnivale* ou le *Sunward II*. Laissez-vous emporter vers les îles Vierges, partez pour un grand repos. **Cahier D**

ÉCONOMIE

PÉTROLE À \$ 18 US

M. Mana Said al Oteiba, a demandé une réunion de l'OPEP le plus tôt possible pour fixer le prix du baril de pétrole à au moins \$ 18 US. **Page B-1**

MAINMISE
SUR L'ÉCONOMIE

La privatisation risque d'entraîner une mainmise étrangère sur l'économie canadienne. **Page B-1**

Le
silencieux

IL EST reposant pour l'esprit d'être d'un parti : on n'est pas tenu d'avoir des idées personnelles.

La recette de la longévité, tout ce qu'on peut en dire serait que les centenaires ne se sont pas fait mourir pour vivre jusque-là.

Le français est une trop belle langue pour être mise sur toutes les lèvres.

— ALBERT BRIE

Canadair, dans «l'intérêt national»

■ LES F-18: UNE DÉCISION «POLITIQUE» QUI IRRITE L'OUEST

BERNARD DESCOTEAUX

OTTAWA — Le gouvernement Mulroney a octroyé hier le contrat d'entretien des avions de chasse F-18 au consortium dirigé par Canadair. Au nom de «l'intérêt national», ce groupe a été préféré à celui dirigé par Bristol Aerospace, de Winnipeg, qui avait présenté une meilleure soumission.

Cette décision attendue depuis des semaines a été annoncée hier matin, quelques instants après que le Conseil des ministres l'eût officiellement entérinée. Le contrat initial est d'une durée de trois ans et demi mais pourra être renouvelé pour un total qui variera entre \$1 milliard et \$1,4

milliard sur 20 ans.

Bien accueillie au Québec, cette décision du gouvernement devait soulever une véritable controverse dans l'Ouest. Les députés de cette région et le gouvernement manitobain ont accusé le gouvernement fédéral d'avoir modifié les règles du jeu en cours de route pour favoriser Cana-

dair pour des raisons politiques.

Les membres du gouvernement n'ont pas caché, hier, qu'ils avaient pris une décision qui est politique mais non partisane. L'intérêt national seul est entré en jeu, a-t-on fait valoir, alors que le premier ministre Brian Mulroney soulignait le caractère pénible et difficile de cette dé-

cision.

L'argument décisif, a-t-on expliqué, a été les retombées technologiques. Ce contrat d'entretien donnant accès à l'une des technologies de pointe les plus avancées au monde dans le domaine aéronautique et électronique, on a jugé important de maximiser l'effet de ces retombées. On a estimé que Canadair saura davantage en faire profiter l'économie canadienne ayant l'avantage d'être un constructeur d'avion, ce que n'est pas Bristol Aerospace.

Le président du Conseil du Trésor, M. Robert René de Cotret, a expliqué que le gouvernement était placé devant deux soumissions qui étaient ju-



M. Robert de Cotret

■ La satisfaction à Montréal

— page B-1

■ L'éditorial d'Albert Juneau

— page A-8

CLAUDE DUPRAS ET JEAN DORÉ AU DEVOIR



M. Claude Dupras : démocratiser le PCM

■ Dupras ne croit pas que l'héritage soit un fardeau

ALAIN DUHAMEL

Deux réponses clefs, répétées fréquemment, résument la campagne du nouveau chef du Parti civique de Montréal (PCM), mieux encore que le thème de la force nouvelle.

« Je m'appelle Claude Dupras et je vous parle d'avenir. »

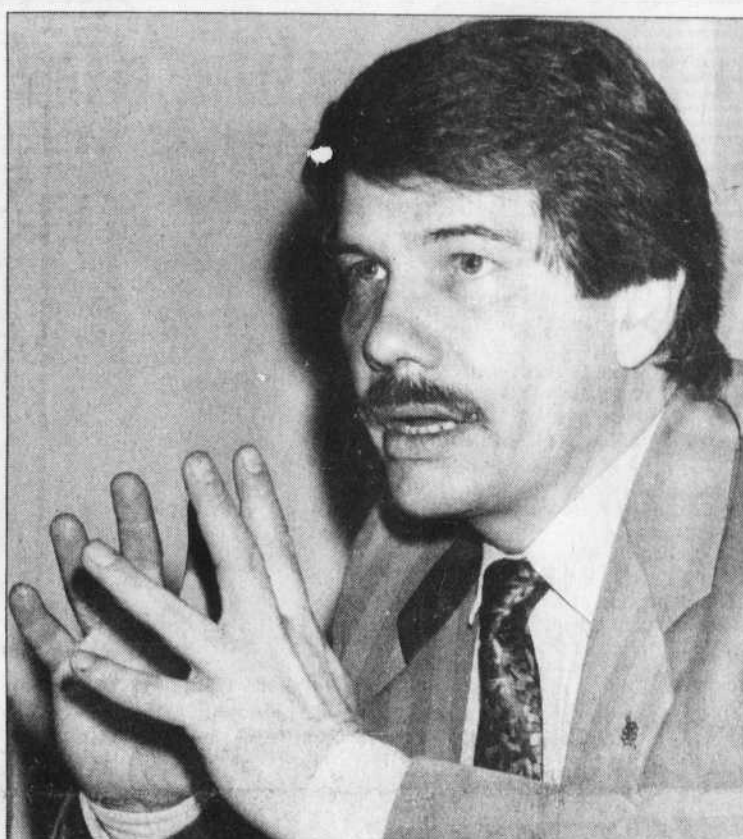
« Je n'ai pas toutes les solutions, tout de suite! »

Dès son élection à la tête du parti, en juillet, M. Claude Dupras a entrepris sa campagne électorale et la conduit depuis à un train d'enfer. Jamais dans l'histoire de la ville, la campagne électorale n'aura débuté aussi tôt dans l'été.

Claude Dupras, 54 ans, ingénieur et organisateur politique, a pris la direction d'un parti étêté, sans organisation ni programme politiques, pourvu d'une caisse électorale intéressante et de ses candidats, anciens et nouveaux.

Et dès le début de son équipe, il a prévu ses candidats. Les élections faciles, tirées par une locomotive aussi puissante que Jean Drapeau, appartiennent à l'histoire. « Le Parti civique, je le connais. Je connaissais la longueur du

Voix page 10 : Dupras



M. Jean Doré : le RCM s'est préparé au pouvoir

■ Doré sait déjà quel changement il fera d'abord

ALAIN DUHAMEL

Montréal, le 10 novembre 1986. Jean Doré, président du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM), ne s'interroge plus sur ce qu'il fera de cette journée.

« Le 10 au matin, nous savons tout à fait ce que nous allons faire » affirme-t-il au cours d'une entrevue au DEVOIR pendant laquelle il a exposé, avec l'assurance de celui qui sait par quel changement il va

commencer, ce que deviendra la Ville de Montréal dès 1988 et après.

Jean Doré, 41 ans, avocat, conseiller municipal, chef de l'opposition, sait depuis l'automne 1982 ce qu'il entreprendra lundi en huit. Le 7 novembre 1982, il déclare à une assemblée de partisans : « au mieux, on renverse le Parti civique; au pire, nous finissons deuxième et nous sommes assurés d'avoir une opposition telle que le Parti civique va disparaître aux prochaines élections. »

Aux élections de 1982, le RCM parvient à éliminer du décor politique l'autre opposition; il se présente cette année, à la mairie et dans la plupart des districts élec-

■ L'éditorial de Paul-André Comeau

— page A-8

Voix page 10 : Doré



M. Ronald Reagan

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AMÉRICAINES DU 4 NOVEMBRE Reagan peut-il arracher un match nul?

HENRI PIERRE
Collaboration spéciale

WASHINGTON — Le président Reagan arrivera-t-il à arracher un match nul, sinon même la victoire « sur le poteau » ? Telle est la question qui préoccupe à quelques heures du scrutin du 4 novembre les stratèges démocrates à l'examen des derniers pointages. Dans la bataille cruciale pour le contrôle du Sénat, les candidats républicains ont en effet au cours des derniers jours sensiblement amélioré leur position. Dans un certain nombre d'États ils ont rattrapé leur retard ini-

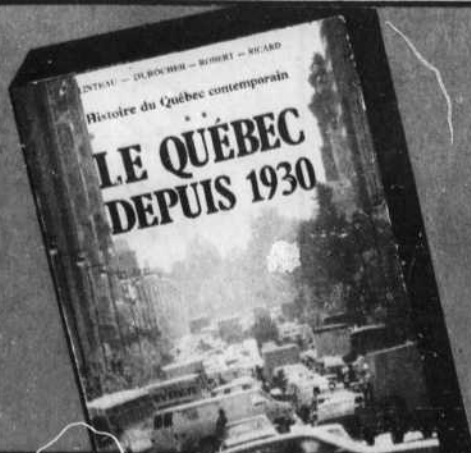
tial pour se retrouver au coude à coude avec les démocrates, pourtant favorisés au départ par les données objectives du scrutin. Il faut rappeler en effet que la faible majorité républicaine au Sénat (53 contre 47) est vulnérable dans la mesure où cette année, sur les 34 sièges en litige, 22 sont tenus par les républicains, dont 15, élus en 1980 dans la foulée pour ainsi dire du président Reagan, sont particulièrement menacés. Certes il suffirait aux démocrates d'enlever quatre sièges aux républicains pour s'assurer la majorité. Mais si les républicains s'emparent d'un siège démocrate la lutte pourrait se terminer sur un match nul. Si le Sénat devait se diviser par moitié (50 contre 50), le vice-

président Bush en sa qualité de président ex-tempore du Sénat, serait en mesure de faire pencher la balance en faveur des républicains.

Il est donc vital pour les démocrates de capturer d'autres sièges tenus par les sénateurs républicains « sortants ». Mais selon les sondages dans 11 États où la lutte est serrée la marge d'avance des démocrates s'est réduite sensiblement. Et cela essentiellement en raison de l'effort exceptionnel, « à la cravache » pour employer un terme turciste, accompli par les républicains pour rallier les électeurs marginaux et indécis, dont le vote est décisif. À cette fin les républicains disposent de deux car-

Voix page 10 : Reagan

Un ouvrage
fondamental
très attendu!



Enfin disponible en librairie, le second tome de
**L'histoire du Québec contemporain
LE QUÉBEC DEPUIS 1930**

Le livre essentiel cette année!

Volume de 740 pages, abondamment illustré, 29,95\$

BORÉAL

« Je n'y vois qu'un rappel des faits »

La dénonciation de « l'État-entreprise » : Paul Gobeil endosse les propos de Ryan

NORMAN DELISLE

QUÉBEC (PC) — Le président du Conseil du trésor, M. Paul Gobeil, s'est dit hier « entièrement d'accord » avec les propos tenus la veille par son collègue de l'Enseignement, M. Claude Ryan.

Jeudi, devant l'Association des cadres collégiaux du Québec, M. Ryan avait dénoncé une gestion de l'État à la façon d'une entreprise privée, façon qui « provoque un profond malaise ».

M. Ryan n'avait nommé personne mais tous avaient compris qu'il visait probablement la façon dont M. Gobeil dirige les négociations avec les syndicats du secteur public.

Mal à l'aise devant la presse, M. Gobeil s'est dit hier « d'accord » avec M. Ryan.

Les propos du ministre de l'Éducation « ne constituent pas une critique sur ma façon de négocier. Je n'ai jamais prétendu qu'il fallait négocier dans le secteur public comme dans le secteur privé », a répondu M.

Gobeil aux journalistes qui le pressaient de questions.

« Vous avez vu dans les propos de M. Ryan un avertissement alors que je n'y vois qu'un rappel des faits », a-t-il dit.

M. Gobeil a signalé que M. Ryan n'avait identifié personne dans son allocution.

La ministre de la Santé et des Services sociaux Thérèse Lavoie-Roux a souligné pour sa part qu'elle concourrait à la prise de position de M. Ryan.

« Je suis convaincue que c'est la position de l'ensemble du gouvernement », a-t-elle dit en relevant que « la mise en garde » de M. Ryan parlait de « la nécessité d'un équilibre dans les gestes que le gouvernement doit poser ».

M. Gobeil et Mme Lavoie-Roux avaient été conviés hier matin par l'opposition péquiste à un débat en commission parlementaire pour faire le point sur l'état des négociations entre le gouvernement et les syndicats du secteur public.

Invité lui aussi, M. Ryan était tou-

fois absent. Son adjoint parlementaire, le député de Saint-Louis, M. Jacques Chagnon, a expliqué que M. Ryan avait été empêché de venir « par des obligations familiales » tandis qu'un communiqué émis par le bureau de M. Ryan précisait que c'était plutôt parce que le ministre avait une réunion avec des représentants d'associations étudiantes.

Au cours du débat en question, on a appris que le gouvernement avait légèrement jeté du lest dans ses pourparlers avec les infirmières. Le gouvernement accepterait désormais qu'elles atteignent le sommet de l'échelle salariale après onze ans au lieu de douze.

« Nous souhaitons réduire l'écart entre le salaire des infirmières québécoises et celles de l'Ontario », a affirmé Mme Lavoie-Roux.

Malgré tout, « nous resterons à l'intérieur du 3,5 pour cent », a-t-elle dit, signalant par là que le gouvernement limitera son offre d'augmentation de salaire à ce pourcentage pour l'année 1986.

Même attitude de la part de M. Gobeil, qui a affirmé qu'une augmentation de salaire de 3,5 % était conforme avec les données de Statistique Canada pour les deux premiers trimestres et les prévisions pour le reste de l'année.

Ce point de vue a été contredit par le porte-parole de l'opposition, le député péquiste d'Abitibi-Ouest, M. François Gendron.

M. Gendron a produit deux documents : — une étude de l'Institut gouvernemental de recherche et d'information sur la rémunération, qui établit « entre 4,5 % et 5,5 % au Québec » le taux d'augmentation des salaires en 1986; — un bulletin interne du ministère du Travail qui calcule que les taux de salaire négociés au cours de l'année atteindront à travers le Québec 4,2 %.

M. Gendron a invité M. Gobeil à se montrer plus conciliant et à poser des gestes concrets aux tables de négociation s'il voulait en venir à une entente négociée avec les 300,000 syndicats du secteur public.

La conférence des ministres des Finances

Québec voudrait \$ 1.4 milliard, Wilson offre \$ 175 millions: inacceptable, dit Lévesque

EDMONTON (PC) — Les ministres des Finances des provinces les plus démunies du Canada n'ont pu s'entendre hier avec leur homologue fédéral sur la question des paiements de péréquation.

Au sortir de la réunion, le ministre fédéral des Finances, M. Michael Wilson, a affirmé qu'il avait offert \$175 millions de plus par année aux provinces que ce qu'elles reçoivent présentement.

Mais le ministre québécois des Finances, M. Gérard D. Lévesque, a jugé cette proposition absolument inacceptable pour le Québec et, selon lui, la question devra être débattue à nouveau au cours de la conférence des premiers ministres qui se tiendra à Vancouver les 20 et 21 novembre.

M. Lévesque a précisé que si le gouvernement fédéral devait respecter ses obligations de fournir des services comparables dans toutes les provinces, le Québec devrait à lui seul recevoir une somme additionnelle de \$14 milliards.

Reconnaissant la gravité des problèmes du gouvernement fédéral (dont le déficit annuel est de plus de \$30 milliards), M. Lévesque s'est dit néanmoins prêt à se contenter de \$50 millions de plus que ce que M. Wilson lui propose. Selon lui, les cinq autres

provinces (le Manitoba et les provinces de l'Atlantique) n'auraient même pas à souffrir d'une telle mesure.

Le ministre des Finances du Manitoba a aussi quitté la réunion mécontent, en disant que le gouvernement fédéral semblait avoir fermé la porte à toute éventuelle augmentation des paiements de péréquation.

Selon un quotidien du Manitoba, les six provinces peuvent s'attendre à recevoir un total de \$5,8 milliards par année à ce chapitre. Cela équivaudrait à une baisse de \$1 milliard par rapport à une première évaluation faite il y a deux ans. Le Québec recevrait normalement la moitié de cette somme.

Les ministres ont par ailleurs discuté de réforme fiscale et ils ont consenti unanimement à ce que les provinces prennent une part active à l'élaboration de ces réformes.

Les ministres des Finances se réuniront à nouveau en décembre, après la conférence des premiers ministres.



Le ministre des Finances, M. Michael Wilson, à gauche, et son sous-ministre, M. Stanley Hartt, ont échangé quelques blagues avant de passer aux choses sérieuses à Edmonton.

Conciliateur nommé aux Postes

OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral du Travail, M. Pierre Cadieux, vient de nommer M. André Drouin, de Montréal, à titre de conciliateur, dans l'espoir que Postes Canada et ses 23,000 employés du Syndicat des postiers du Canada parviennent à conclure une entente négociée.

Selon les deux parties, les négociations se déroulent normalement et il n'y a pas lieu de craindre une grève des postes dans un avenir immédiat.

Les négociations durent déjà depuis juillet et sont susceptibles de se prolonger jusqu'au milieu de l'hiver. Les dernières négociations dans ce secteur avaient duré huit mois.

Le contrat de travail des postiers est expiré depuis le 30 septembre. Postes Canada emploie 35,000 autres personnes, en majeure partie représentées par différentes affiliations syndicales de moindre importance. Les négociations avec ces syndicats sont sur le point ou viennent de commencer.

Si le conciliateur ne peut aider les parties à s'entendre, le gouvernement aura le choix entre nommer un conciliateur spécial, créer un conseil d'arbitrage ou avoir recours aux deux solutions à la fois.

Il ne peut toutefois y avoir de grève tant que le processus de conciliation n'est pas terminé. La dernière grève des postes remonte à 1981.

CARTES D'AFFAIRES

ROBIC, ROBIC & ASSOCIÉS

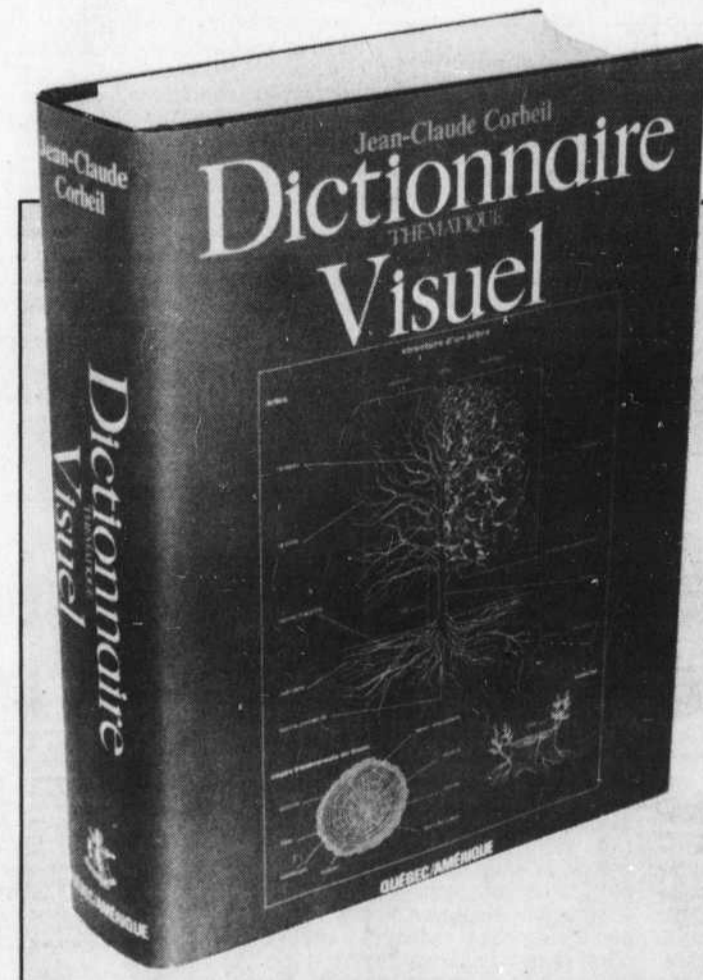
Fondée en 1892
Conseils en propriété intellectuelle
Agents de brevets d'invention
et de marques de commerce
1514, Docteur Penfield,
Montréal, Canada, H3G 1X5
Tél.: (514) 934-0272
Télex: 05-268656
Cable: MARION
Télécopieur

721-9630
ENTREPRENEUR-ÉLECTRICIEN
JEAN K. MALOUF INC.
entretien
industriel-commercial-résidentiel
Plus de 30 ans d'expérience
6305, 25e Ave, Rosemont, Montréal

Vient de paraître... le dictionnaire qui manquait !

- VOUS CONNAISSEZ L'OBJET MAIS VOUS NE SAVEZ PAS COMMENT LE NOMMER?
- VOUS AVEZ UN MOT À L'ESPRIT MAIS VOUS NE SAVEZ PAS CE QU'IL REPRÉSENTE?

Le DICTIONNAIRE thématique VISUEL apporte la réponse à vos questions. Il vous aidera à nommer les choses et à comprendre ce qu'elles sont en les plaçant dans leur contexte.



GRATUIT
Agenda 1987
D'UNE VALEUR DE 10.95

plus de 25 000 mots
3 000 illustrations
une table détaillée des matières
un index général
un index thématique
un index par sujet

«Une représentation simple et bien organisée du monde où nous vivons conduisant clairement aux "mots pour le dire"»
(Alain REY, directeur de la rédaction, Dictionnaire Le Robert)

«C'est un ouvrage de qualité remarquable... C'est l'opération la plus spectaculaire jamais réussie par un éditeur québécois.»
(Paul Morisset, L'Actualité)

INDISPENSABLE À QUICONQUE SE SOUCIE DE PARLER ET D'ÉCRIRE CORRECTEMENT.
CE DICTIONNAIRE MODERNE EST UN OUTIL PRÉCIEUX ET UTILE POUR TOUS

GRATUIT	BON DE COMMANDE	QT	PRIX	TOTAL
Agenda 1987 de Québec/Amérique	DICTIONNAIRE Thématique VISUEL (s.v.p. joindre un exemplaire de l'agenda 1987 en prime)		29,95\$	
	Port et manutention			2,00\$
	Total			

Vous trouverez ci-joint la somme de.....\$ sous la forme de chèque ou mandat, à l'ordre de:

ÉDITIONS QUÉBEC/AMÉRIQUE
1380 O, De Coulomb, Boucherville Qc, J4B 7J4
ou veuillez porter à mon compte:

Nom.....
Adresse.....
Master Charge no.....
Date d'expiration.....
Signature.....
Code Postal.....
Tél.....

Cet agenda pratique d'une valeur de 10,95\$ vous sera livré gratuitement avec toute commande du Dictionnaire Thématique Visuel. Un cadeau pour souligner l'introduction et le lancement de ce dictionnaire unique.

D-1-11-86

Commandes téléphoniques acceptées: (514) 288-2371 ou 655-5163

LE SPORTING CLUB DU SAUNCTUAIRE

TENNIS • SQUASH • RACQUETBALL • HANDBALL • BASKETBALL • BADMINTON • VOLLEYBALL
NAUTILUS • KEISER • POIDS ET HALTÈRES • DANSE AÉROBIE • YOGA • BALLET
BALLET JAZZ • KARATÉ • PISCINE • CONDITIONNEMENT AQUATIQUE • PISTE DE JOGGING
TERRAINS DE PRATIQUE DE GOLF • HALTE GARDERIE • VESTIAIRES DE LUXE
RESTAURANT • SALLES DE RÉUNION • SALON DE COIFFURE • SPA COMPLET ET UNIQUE

6100 CHEMIN DEACON, MONTRÉAL • 737-0000

Dupras réplique au RCM avec la liste des initiatives qu'il n'entreprendra pas

ALAIN DUHAMEL

Au programme des priorités d'action de ses adversaires, M. Claude Dupras, candidat du Parti civique à la mairie de Montréal, réplique par un programme des initiatives auxquelles il ne s'engage pas.

Les balises sur lesquelles l'administration municipale du Parti civique s'appuiera pour soutenir le développement et la promotion économiques de Montréal seront connues le 18 novembre, huit jours après les élections, lorsque M. Claude Dupras, élu maire, prononcera le dis-

cours traditionnel à la Chambre de commerce.

« Je veux faire de Montréal la ville aux nombreux projets » a-t-il affirmé hier à l'Institut de gestion des projets.

M. Claude Dupras évalue le programme des priorités d'action du RCM à \$254 millions, environ \$75 millions de moins que la première évaluation du coût du programme intégral du RCM. Le chef du Parti civique tire ses conclusions chiffrées de l'interprétation que se fait le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre, du programme du RCM. M. Lamarre avait établi deux hy-

pothèses, l'une forte estimée à \$329,5 millions, l'autre plus faible, à \$188,9 millions. Le document du PCM fait une énumération systématique des engagements du RCM mais ne donne une ventilation détaillée des coûts imputés à l'une ou l'autre activité. Une note inscrite au bas d'une « estimation des mesures non quantifiables » indique que « ce montant est très approximatif. Il est basé sur des hypothèses très volatiles. »

Depuis le début de la campagne, M. Dupras se garde bien de faire des promesses électorales. Hier, il a toutefois promis, par le mode négatif, de ne pas dresser les uns contre les autres les locataires et les propriétaires, les investisseurs et les moins nantis; de ne pas « pervertir » la démocratie municipale par des structures que les citoyens auraient du mal à contrôler, tels les conseils de quartier; de ne pas hausser les taux de la taxe foncière; de ne pas compromettre le développement économique de la ville par des projets

ou des politiques inappropriés; à ne pas sacrifier le bien public pour acheter la paix avec des groupes d'intérêt, notamment les syndicats; et enfin à ne pas mener une politique de pression constante sur les autres gouvernements.

« En somme, notre réalisme, notre esprit positif et notre recherche de l'harmonie nous conduisent à renoncer à l'avance à toute politique re à tout projet qui n'irait pas dans le sens du bien collectif des Montréalais et des Montréalais de toute origine, de toute langue et de toute classe sociale. »

À l'Institut de gestion des projets, M. Dupras a tout de même repiqué de son manifeste quelques priorités d'action telles le schéma d'aménagement du centre-ville, l'institution d'un Fonds de développement urbain, la diminution du taux d'imposition foncière et le réaménagement de la fiscalité, l'affirmation de la prédominance de Montréal dans les transports, les quatre sommets, etc.



Mme Paule Beaugrand-Champagne



M. Pierre Godin

Nominations au DEVOIR

Deux autres journalistes de carrière viennent d'accepter de se joindre à l'équipe de direction du DEVOIR. Il s'agit de Mme Paule Beaugrand-Champagne et de M. Pierre Godin. Leur arrivée achève la restructuration de la direction de l'information du journal engagé, il y a moins de trois semaines.

Madame Beaugrand-Champagne assumera les fonctions de rédactrice en chef adjointe et elle prend en charge les magazines et les cahiers spéciaux publiés par LE DEVOIR. C'est donc dire que le MAGAZINE ÉCONOMIQUE, qui en est à sa deuxième année de publication, et le MAGAZINE PASSEPORT, dont le premier numéro a été lancé fin septembre, relèveront désormais de cette nouvelle collaboratrice.

Mme Beaugrand-Champagne pratique le journalisme depuis plus de vingt ans. C'est au quotidien La Presse qu'elle a passé une bonne partie de sa carrière, y occupant notamment les fonctions d'adjointe au directeur de l'information entre 1977 et 1981. Outre ses contributions à diverses émissions de radio et de télévision, elle a également collaboré à certaines publications syndicales. À son actif, quelques grands reportages, notamment en Malaisie et en Thaïlande et quelques livrets et fas-

cicules publiés par le gouvernement du Québec. La nouvelle responsable des magazines du DEVOIR a aussi enseigné les rudiments du journalisme à l'Université de Montréal.

M. Pierre Godin devient, lui, adjoint au directeur de l'information. Il formera équipe avec M. Guy Deshaies pour assurer la confection au jour le jour du journal.

Outre une impressionnante fiche journalistique — il a été de la rédaction du Soleil, de La Presse, de Québec-Press, du Jour et de l'Actualité —, M. Godin s'est aussi fait connaître comme auteur et historien. On lui doit notamment une biographie très étoffée de l'ancien premier ministre Daniel Johnson. Il doit d'ailleurs publier, à la fin du mois, un autre ouvrage qui achèvera le cycle sur les années de la Révolution tranquille amorcé avec la biographie de M. Johnson. Enfin, les étudiants de sciences politiques de l'Université de Montréal ont, ces dernières années, profité de ses analyses de l'idéologie de la société québécoise à la faveur d'un enseignement centré sur cette même période.

Enfin, on trouvera en page 8 la liste complète des journalistes qui composent actuellement la rédaction du DEVOIR ainsi que leurs responsabilités respectives.

LE 9 NOVEMBRE

ÉCONOMIE

La première préoccupation

ALAIN DUHAMEL

Sur le thème du rôle municipal en matière de développement économique, les partis politiques de Montréal se distinguent l'un de l'autre beaucoup plus par leur attitude que par les moyens qu'ils se proposent de mettre en oeuvre.

Le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) affirme que l'administration municipale ne peut plus demeurer la spectatrice passive du développement économique de la ville.

« Les possibilités d'intervention des élus locaux en matière de développement économique sont réelles. Ces derniers ne peuvent donc se cacher derrière de faux fuyants pour abdiquer la part des responsabilités qui sont les leurs dans la promotion des intérêts économiques de leur ville », lit-on dans les documents du programme du RCM.

Le Parti civique de Montréal (PCM) a la conviction que l'administration municipale doit éviter à tout prix de créer des irritants ou des difficultés qui puissent compromettre une prospérité nouvelle, encore fragile.

« Nous n'avons pas les moyens de laisser l'hôtel de ville à la gang du RCM », affirme M. Dupras, persuadé que ce parti surimposera le commerce et l'industrie.

Les deux partis politiques proposent de constituer dans l'est de la ville, particulièrement éprouvé depuis quelques années, une zone d'entreprises dans laquelle elles pourront jouir de certains avantages fiscaux et compter sur des infrastructures municipales modernes.

L'un et l'autre retiennent l'idée des incubateurs d'entreprises qui devient, dans le discours du PCM, un village industriel.

Le développement des parcs industriels, la mise au point de moyens fiscaux au soutien du développement économique, l'affirmation de la prépondérance montréalaise en matière de transport, la vocation internationale de la ville et la promotion des industries culturelles se trouvent évoqués dans les deux programmes et dans les discours des deux candidats à la mairie.

Le chef du Parti civique décrit le rôle du maire et des conseillers municipaux comme celui d'un super-promoteur de Montréal, ca-

table de réunir les équipes de travail qui sauront convaincre les investisseurs de s'installer à Montréal.

L'administration municipale tient un rôle « de moteur et d'accélérateur » des initiatives locales qui ont besoin d'un soutien, au démarrage, pour s'épanouir pleinement.

Le manifeste du PCM souligne au passage un avantage montréalais dont peu de villes jouissent: la présence de quatre universités, de plusieurs sièges sociaux et d'une industrie manufacturière importante. Il se propose donc de favoriser le plus possible les liens entre ces centres de recherche et de développement.

Dans les discours comme dans le manifeste, M. Claude Dupras emploie volontiers les qualificatifs de promoteur, de vendeur, d'homme persuasif, mais rarement invoque-t-il le propos de la concertation.

Tout au contraire du RCM qui en fait une consommation massive.

« S'il est vrai que les principaux instruments des politiques économiques traditionnelles sont contrôlés par les ordres de gouvernements supérieurs, le niveau municipal est particulièrement bien adapté à jouer un rôle majeur dans la concertation des agents socio-économiques du milieu, dont l'importance est appelée à s'accroître au cours des prochaines années », lit-on dans les documents du RCM.

Dans le programme de ses priorités d'action, le RCM place en tête de son chapitre sur le développement économique l'affirmation d'un « leadership de concertation » et propose « d'engager une action soutenue de concertation avec les divers intervenants socio-économiques du milieu en vue de mettre de l'avant une stratégie de développement adaptée à la situation de Montréal... »

Depuis la formation du Comité de promotion économique de Montréal, au sein duquel se joignent les efforts de la Chambre de commerce de Montréal et du Bureau de commerce de Montréal, le milieu d'affaires et d'industrie de Montréal a beaucoup évolué dans le sens d'un discours commun et solidaire sur le développement de la ville. Aucune administration municipale ne voudra compromettre de quelque façon ce mouvement.

Dépôt du rapport de conciliation

Les techniciens de R.-C. pourraient faire la grève

(PC) — Suivant le dépôt d'un rapport de conciliation, le Syndicat des techniciens du réseau français (STRF) signale que ses 980 membres « pourraient techniquement déclarer la grève dès le 4 novembre ».

Pierre Carrière, président du STRF, a précisé que ces employés de Radio-Canada avaient commencé (jeudi à Moncton) à se réunir pour étudier le rapport du conciliateur Carl Goldenberg; les réunions culmineront le 10 novembre à Montréal. La direction du STRF demandera aux membres un mandat pour exercer des moyens de pression « incluant la grève ».

Mais les deux parties ont confiance d'arriver à une entente. Depuis le siège de Radio-Canada à Ottawa, Richard Chambers a indiqué hier que l'employeur et le syndicat avaient convenu de se rencontrer à compter du 12.

Du côté anglais, Radio-Canada et le syndicat Nabet des techniciens (2,200 membres) se sont déjà rencontrés; des clauses portant sur la sécurité d'emploi, la compétence du

syndicat et les salaires ne sont pas encore réglées.

M. Carrière a souligné ce passage dans le document du sénateur Goldenberg: « Je refuse d'apporter à la convention des modifications sur la compétence qui, sous prétexte de souplesse, affaibliraient la sécurité d'emploi des syndiqués en transférant leur tâche à d'autres employés qui ne relèvent pas d'unités (syndicats) existantes. »

Le principe voulant que « l'électrique est opérée par nous », a expliqué le président du STRF, « est notre seule garantie concrète ». Le syndicat craint en effet que les producteurs privés à qui Radio-Canada commande le tournage d'émissions ne confient les caméras et autres appareils (dans les studios mêmes de la télévision d'État) à des techniciens non syndiqués.

À propos des salaires, M. Carrière dit que les techniciens de Radio-Canada accusent un retard d'environ \$2,000 sur leurs collègues de Télé-Métropole et d'environ \$3,000 sur ceux de CFCF Inc.

EVA
BERLIN, NUIT REBELLE

DU 10 AU 16 NOV.

20H30 (Samedi 19H30)
BILLETTS
semaine : \$ 13.50
ven.sam : \$ 15.50

Club Soda 270-7848
5240, ave du Parc
Billets au Club Soda et Ticketron

DÉJEUNER CAUSERIE

À l'invitation de l'Association des éditeurs canadiens



L'honorable Flora MacDonald
Ministre des Communications

rencontrera la communauté de l'édition le jeudi 6 novembre 1986 à 13h00 aux Salons A, B et C de l'hôtel Le Centre Sheraton 1201, boul. Dorchester Ouest à Montréal

Réservation nécessaire (514) 521-6729

20%
de réduction

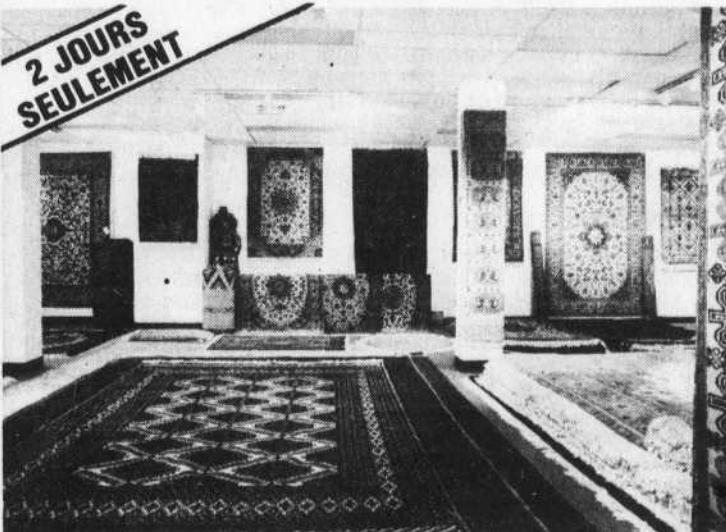
SUR TOUS NOS LIVRES
FORMAT DE POCHE

AGENCE DU LIVRE
LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE

1246 rue St-Denis — Montréal, Qué. H2X 3J6 —
Tél.: 844-6896

TAPIS DE PERSE

EXPOSITION VENTE



D'excellents rabais sur tapis de Perse et d'orient

Voici quelques exemples:

- Kerman 9' x 12' 3 500 \$
- Nain 4' x 7' 2 100 \$
- "Qum" tapis de soie 4' x 7' 7 700 \$
- Bokhara du Pakistan 6' x 9' 1 199 \$
- Tabriz Taba Tabae 8' x 10' 1 699 \$
- Tabriz Taba Tabae 6' x 9' 2 799 \$
- Tabriz Taba Tabae 8' x 11' 4 599 \$

Bénéficiez également de rabais additionnels sur nos tapis de Perse et d'Orient en démonstration.

Heures d'ouverture: Jeudi et Vendredi de 11h à 21h
Samedi et Dimanche de 11h à 18h

(Une heure de stationnement gratuit coin de Maisonneuve et de la Montagne)

TAPIS TOLA INC
2155 de la Montagne, Mt 287-1458

Manoir Richelieu

Bourassa nomme Raymond Leboeuf pour faire enquête

GILLES LESAGE

QUÉBEC — M. Raymond Leboeuf, spécialiste en relations de travail, fera enquête dans le conflit du Manoir Richelieu.

Le premier ministre a annoncé hier soir sa nomination à titre de conseiller spécial dans le dossier qui oppose le nouveau propriétaire du Manoir, M. Raymond Malenfant, et le syndicat des ex-employés, affilié à la CSN.

Le mandat de M. Leboeuf est triple :

- enquêter sur les faits inhérents à la vente du Manoir Richelieu par le gouvernement du Québec, enclenchée par le gouvernement péquiste et conclue par le gouvernement Bourassa, quelques jours après la prise du pouvoir, en décembre dernier;
- travailler à rapprocher les parties concernées, à savoir le Syndicat de la CSN et Motel Universel-Famille Malenfant;
- faire les recommandations jugées nécessaires au gouvernement.

Dans l'exécution de son mandat, M. Leboeuf peut s'adjoindre les personnes qu'il jugera utiles. Sa nomination a été agréée par les deux parties et aucun délai n'a été fixé pour la durée de son mandat.

Arbitre de griefs et de différends depuis 1973, M. Leboeuf a agi comme conciliateur et médiateur à plusieurs reprises, notamment dans les conflits suivants : la construction, en

1980, Le Soleil et les Mines Carey en 1978, Bombardier et CTCUM en 1977, CTCUM et Sidbec-Dosco en 1976, et le reste.

Le conflit vient de ce que la famille Malenfant refuse de reconnaître l'accréditation syndicale de la CSN, acquise il y a quelques années, alors que le Manoir appartenait au gouvernement mais est géré par la famille Dufour, de l'Île-aux-Coudres. Depuis l'hiver dernier, le conflit a été ponctué de plusieurs manifestations et incidents, dont le plus tragique, samedi dernier, a entraîné l'arrestation de M. Gaston Harvey, mort peu après à l'hôpital. Ce décès fera l'objet d'une enquête publique, présidée par le juge Robert Sansfaçon, de la Cour provinciale.

L'été dernier, l'ancien ministre et député de Charlevoix, M. Raymond Mailloux, a tenté de rapprocher les parties, mais en vain. Il a fait rapport que le syndicat était disposé à de multiples concessions, mais que les propriétaires ne voulaient pas entendre parler de reconnaissance syndicale. M. Malenfant estime qu'il n'y a aucun lien contractuel entre son entreprise et le syndicat qui, lui, prétend que le nouveau propriétaire est lié par les ententes conclues avec son prédécesseur.

M. Bourassa espère que M. Leboeuf sera la perle rare permettant un dénouement à cette affaire qui divise Charlevoix, et dont M. Mailloux a dit qu'elle lui semblait sans issue.

Ciment Saint-Laurent pourra brûler des huiles usées contenant du BPC à Beauport

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

La compagnie Ciment Saint-Laurent vient d'obtenir du ministère québécois de l'Environnement un permis pour brûler des huiles usées pouvant contenir jusqu'à 50 parties par million de biphényles polychlorés (BPC) à ses installations de Beauport.

Ciment Saint-Laurent s'attend à obtenir d'ici quelques semaines un autre permis similaire pour ses installations de Joliette. Dans ce dernier cas, le ministère de l'Environnement lui a toutefois demandé un devis complet de son procédé de combustion avant de lui octroyer un permis. Dans le cas de Beauport, il s'agissait d'un renouvellement de permis car la compagnie avait été autorisée au début des années 70 à brûler différents types d'huiles usées contenant parfois des BPC.

Les municipalités et les MRC avoisinantes des cimenteries de Joliette et de Beauport ont donné leur accord à ces deux projets. Le ministère de l'Environnement n'émet généralement aucun permis de ce genre lorsqu'une municipalité ou une MRC s'y objecte formellement.

Ces informations ont été confirmées hier au DEVOIR par M. Gilles Bernardin, le directeur de la recherche et du développement chez Ciment Saint-Laurent.

Une filiale ontarienne de la même

compagnie, la St. Lawrence Ciment, devait mettre fin en 1976 à ses essais de combustion de BPC dans ses fours à ciment de Mississauga en raison de l'opposition des citoyens et de la ville. La compagnie, qui voulait tester un système plus perfectionné pour la combustion des BPC dans son four à ciment, n'a finalement pu obtenir ce permis du ministère ontarien de l'Environnement. Ce dernier l'autorise toutefois à brûler dans ses fours des huiles usées ne contenant aucun BPC.

La combustion imparfaite de BPC, c'est-à-dire à des températures inférieures à 1,200°C, génère habituellement une certaine quantité de gaz et de particules de dioxines et de furanes, deux produits très toxiques.

Ciment Saint-Laurent estime que ses installations de Beauport et, éventuellement, celles de Joliette, ne rejettent ni dioxine, ni furanes car son procédé de fabrication du ciment exige des températures de 2,000°C au cœur de ses fours. La compagnie a d'ailleurs l'intention de procéder à un échantillonnage des gaz présents dans ses cheminées pour vérifier si la combustion d'huiles usées contenant moins de 50 ppm de BPC s'avère dans la réalité aussi inoffensive que le prévoient les experts et le ministère.

La loi fédérale sur les BPC considère toute huile usée contenant plus de 50 ppm de BPC comme des

BPC purs. Le Règlement québécois sur les déchets dangereux est encore plus exigeant : il considère toute huile contaminée par plus de 3 ppm de BPC comme un déchet dangereux. Mais le même règlement autorise la combustion d'huiles usées contenant moins de 3 ppm dans des chaudières de serres, c'est-à-dire dans des bouilloires d'une puissance inférieure à 10 mégawatts. Une directive du même ministère autorise aussi la combustion d'huiles usées jusqu'à 50 ppm de BPC dans des bouilloires d'une capacité calorifique de plus de 10 mégawatts, ce qui est le cas des fours à ciment.

Si beaucoup de controverse entoure encore ces questions, plusieurs experts estiment que l'utilisation de fours à ciment est tout à fait sécuritaire pour les huiles usées contenant moins de 50 ppm de BPC. Le Comité provincial des utilisateurs de BPC estime même que les températures des fours à ciment permettraient d'y brûler sans danger des huiles contaminées contenant jusqu'à 500 ppm de BPC. Ciment Saint-Laurent veut éventuellement s'engager dans ce sens si le lobby industriel québécois arrive à faire assouplir en ce sens les directives du ministère de l'Environnement.

La combustion d'huiles usées dans les fours à ciment peut s'a-

véner fort rentable pour une cimenterie. Ciment Saint-Laurent pense par ce moyen réduire de 15% sa facture énergétique annuelle. Il faut environ 5 million de BTU (British Thermal Unit) pour fabriquer une tonne de ciment.

Ciment Saint-Laurent effectuera ses propres tests, sur une base d'échantillon, pour s'assurer que les huiles usées acheminées par les « ramasseurs » correspondent bien aux normes du ministère.

Ses installations de Beauport et de Joliette sont actuellement équipées de filtres électromagnétiques, qui sont réputés peu efficaces pour capter les particules ou les gaz de furanes et de dioxines.

Récemment, M. Louis-Philippe Roy, un des responsables de la gestion des BPC d'Hydro-Québec, déclarait au DEVOIR qu'il était à son avis plus sécuritaire de brûler des huiles contenant jusqu'à 500 ppm de BPC dans un four à ciment que de brûler des huiles contenant moins de 3 ppm dans des bouilloires de serres. Pour les grands utilisateurs de BPC, qui sont aux prises avec d'importantes quantités d'huiles contaminées aux BPC (entre 3 et 500 ppm), la filière énergétique des fours à ciment représente le moyen probablement le plus économique pour se débarrasser de ces huiles considérées par Québec comme déchets dangereux.

AFFAIRES SOCIALES

Le service aux clients

À compter de 1987, le personnel des programmes de la sécurité du revenu (PSR) partout au pays sera en mesure de fournir un meilleur service aux clients du Régime de pensions du Canada en assurant un accès direct aux dossiers de tous les cotisants du RPC. On pourra se procurer plus rapidement les renseignements demandés grâce à de nouveaux liens informatisés avec le registre central des dossiers à Ottawa. Les centres de service aux clients, d'un bout à l'autre du pays, seront équipés d'un plus grand nombre de terminaux et une formation particulière sera donnée aux employés appelés à transiger directement avec le public. Les PSR étendent leur service de téléphone 1-800 sans frais à travers le pays. Ce service sera offert cinq jours par semaine pour répondre aux demandes à propos des changements apportés au RPC ainsi que celles touchant la Sécurité de la vieillesse et les Allocations familiales. À l'heure actuelle, ce service n'est offert que dans certaines régions éloignées du Canada.

Lait maternisé

La députée de Maisonneuve et critique de l'opposition en matière de Condition féminine, Mme Louise Harel, se joint à la concertation provinciale pour réclamer du ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu l'intégration du lait maternisé à la carte médicament des bénéficiaires d'aide sociale. Les plus récentes statistiques démontrent que les conditions socio-économiques précaires défavorisent l'allaitement maternel des nouveaux-nés. « L'allaitement au lait maternisé assure la valeur nutritive indispensable au développement des bébés et s'avère un bon moyen de réduire les coûts de la santé et les coûts sociaux », indique Mme Harel.

Le guide de l'asthmatique

À l'occasion de sa campagne annuelle, l'Association pulmonaire du Québec lance « le guide de l'asthmatique ». La brochure de 24 pages a été conçue pour les adultes et les adolescents qui souffrent d'asthme. On y traite des déclencheurs de la crise, les mesures à prendre pour la contrôler, quand et comment prendre ses médicaments, les divers types de médicaments pour l'asthme, etc. Selon les estimés, environ 5% de la population feront de l'asthme à une période de leur vie. Très répandue chez les enfants, l'asthme est responsable de 25% des absences scolaires et affecte 50% des enfants atteints de maladie chronique. Les parents de jeunes enfants asthmatiques pourront obtenir des informations supplémentaires en se procurant « Respirer librement », un livre-disque spécialement conçu pour les enfants. Pour obtenir la brochure pour adulte ou le livre-disque, il faut communiquer avec l'Association pulmonaire de sa région.

Vite, docteur!

Dans un dépliant intitulé « Vite, docteur! », les médecins de l'Association des médecins d'urgence du Québec, explique au grand public pourquoi la Corporation des médecins du Québec doit reconnaître la médecine d'urgence comme une spécialité. Dans ce dépliant qui sera disponible dans les salles d'urgence, l'AMUQ explique ce qu'est un « urgentologue » et son rôle sur la ligne de front. « Ces médecins, explique le président de l'organisme, le Dr Marc Afilalo, doivent posséder sur le bout des doigts des connaissances médicales et des techniques précises pour affronter avec succès des cas courants ou rares, mais souvent complexes et graves. » Pour cela, poursuit-il, indique-t-il, il faut des médecins formés pour diagnostiquer, évaluer, soigner et diriger les patients selon la gravité de la blessure ou de la maladie. L'an dernier, plus de 4 millions de personnes se sont présentées dans les salles d'urgence du Québec. Près de 1,5 millions étaient dans des conditions qui ont nécessité des soins particuliers dans un délai très court.

Enfants retour

Du 12 au 26 novembre prochain, l'organisme *Enfants retour* tiendra sa première campagne annuelle de levée de fonds dont l'objectif est fixé à \$50,000. Les fonds recueillis permettront l'ouverture d'un bureau permanent et l'engagement d'un coordonnateur. Le groupe bénéficie déjà participé depuis un an et demi au retour de huit enfants disparus de leur foyer. Reconnu comme organisme de charité, *Enfants Retour* peut-être joint au C.P. 125, Succursale Sainte-Rose, Laval, H7L 1K7. Tél.: 669-5599

Renée Rowan

L'AFÉAS lance un guide pour les femmes que la politique tenterait

RENÉE ROWAN

Consciente de l'importance de la présence des femmes aux postes décisionnels et avertie du fait que de plus en plus de femmes ont le goût, les aptitudes et les disponibilités pour s'engager en politique active, l'AFÉAS publie un guide sur le « Comment prendre sa place en politique ».

Présenté et commenté hier soir par Mme Monique Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, le lancement de ce nouvel outil de formation coïncide avec le carrefour d'exploration sur l'accès des femmes au pouvoir politique qui a lieu aujourd'hui.

Une première au Québec, le carrefour — aussi une initiative de l'AFÉAS — réunit en ateliers de travail plus de 300 participantes et des femmes qui ont déjà une solide expérience du monde politique.

Au nombre des personnes ressources on relève les noms de Pauline Marois, Lucie Pépin, Monique Bégin, Solange Chaput-Rolland, Lise Saint-

Martin-Tremblay, Francine Lalonde, Louise Harel, Céline Hervieux-Payette, Lorraine Duguay, Nadia Assimopoulos, Suzanne Blais-Grenier, Marcelle B. Trépanier, Evelyne Tardy.

Ensemble, elles exploreront divers thèmes tels le financement, le militantisme, l'impact sur la vie familiale, le jeu des appuis.

Le guide présente les étapes à franchir pour se présenter en politique municipale, provinciale et fédérale ainsi qu'un plan d'organisation d'une campagne électorale.

Outil clair et concis, facile à consulter, le guide s'inspire largement des lois électorales des différents paliers de gouvernement.

L'AFÉAS a sciemment évité toute la question, fort controversée, de l'éthique en politique. « Il n'entre pas dans notre propos d'en faire le procès, précise les auteurs du guide. Que l'on soit ou non d'accord avec ce qui existe actuellement, il demeure que les femmes doivent s'impliquer en politique active si elles désirent agir, dans un sens ou dans l'autre sur celle-ci. »

Nouvelle liste de criminels nazis au Canada

OTTAWA (PC) — Un représentant du centre Simon-Wiesenthal, M. Sol Littman, a remis hier au gouvernement fédéral une nouvelle liste de 26 présumés criminels nazis susceptibles d'habiter au Canada.

La liste ne contient toutefois aucune autre information, sinon que les suspects pourraient avoir immigré au Canada entre 1948 et 1951. Sur le document les noms des suspects étaient d'ailleurs supprimés pour des motifs d'ordre juridique.

La plupart d'entre eux seraient venus d'Europe de l'Est et auraient fait partie d'un escadron de la mort responsable du meurtre de milliers de Juifs de Lettonie.

Un porte-parole des Ukrainiens

canadiens a aussitôt accusé M. Littman de se faire de la publicité sur le dos des Européens de l'Est installés au Canada. « Il est évident que M. Littman veut attirer toute l'attention possible en divulguant une nouvelle liste de noms à intervalles réguliers », a déclaré à Toronto M. John Gregorovich au cours d'une entrevue. « C'est malhonnête de sa part parce que, depuis toutes les années qu'il agit de la sorte, il n'a jamais réussi à apporter la moindre preuve de ce qu'il avance. »

Ce à quoi M. Littman a rétorqué que son rôle n'était pas de pourchasser les criminels de guerre, mais simplement d'informer le gouvernement qu'ils vivent au pays.

PASSION TANGO

JEUDI 30 - VENDREDI 31 OCT. 20h30
SAMEDI 1 NOV. 19h. et 21h30

NOUVEAU THÉÂTRE D'OUTREMONT
5210 Durocher coin Fairmount

Réservations et informations: (514) 270-8538
BILLETS: \$15 et \$10 (étudiants, âge d'or)
En vente: Librairie d'Outremont, 1284 Bernard Ouest

LE DEVOIR

RENSEIGNEMENTS	(514) 844-3361
Administration.....	(514) 844-3361
Rédaction.....	(514) 842-9628
Publicité	
Générale.....	(514) 842-9645
Annonces classées.....	(514) 286-1200
Abonnements	
Montréal.....	(514) 332-3891
	ou (514) 844-3361
Québec.....	(418) 687-2021
Extérieur — Indicatif 514.....	1-800-361-6059
Indicatif 418.....	1-800-463-4747
Indicatif 819.....	1-800-361-5699
Indicatif 613.....	1-800-361-5699

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30

LE DEVOIR ESSENTIEL!

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE

Dimanche le 2 novembre 1986 à 19h00
Au Paladium (1650, rue Berri)
(métro Berri-de-Montigny)

À L'ORDRE DU JOUR: Rapport des pourparlers avec le gouvernement et perspectives de lutte.

AGEUQAM

(La carte étudiante ou le bulletin d'inscription seront exigés à l'entrée.)

Federal Environmental Assessment Review Office Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales

COMMISSION D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE AU SUJET DES ACTIVITÉS DE VOL MILITAIRE AU LABRADOR ET AU QUÉBEC

RÉUNIONS PUBLIQUES ADDITIONNELLES CONCERNANT LE PROJET DE DIRECTIVES

Le 30 octobre 1986 — La Commission d'évaluation environnementale chargée d'examiner les activités de vol militaire au Labrador et au Québec a tenu des réunions publiques sur le projet de directives pour la préparation de l'Énoncé des incidences environnementales (ÉIE) dans 15 communautés directement touchées par le projet ainsi qu'à Montréal et St. John's.

La Commission a décidé de donner une dernière chance aux personnes et associations désireuses de faire des commentaires sur le projet de directives mais qui n'ont pu participer aux réunions passées. Une réunion publique sera donc tenue à Hull, Québec, selon l'horaire suivant:

HULL	09:00 — 12:00	Palais des Congrès
le 17 novembre 1986	14:00 — 17:00	Salon A, La Désert
	19:00 — 22:00	200 Promenade du Portage

Les gens qui désirent faire une présentation lors de ces réunions sont invités à s'inscrire au préalable auprès du secrétaire de la Commission. En fonction du nombre de participants, la Commission pourra au besoin limiter les présentations à 20 minutes.

Pour s'inscrire ou obtenir de plus amples informations, veuillez contacter:

M. Carol Martin
Secrétaire exécutif
Commission d'évaluation environnementale au sujet des activités de vol militaire au Labrador et au Québec
Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales
131ème étage, Édifice Fontaine
200, Boul. Sacré-Coeur
Hull (Québec) K1A 0H3

Mlle Carolyn Maybee
Agent d'information
Commission d'évaluation environnementale au sujet des activités de vol militaire au Labrador et au Québec
Station Postale "C"
Chemin Hamilton River
Goose Bay (Labrador)
A0P 1C0

Tél.: (819) 997-2212
(frais acceptés)

Tél.: (709) 896-8316

Canada

EXPOSITION d'AFFICHES de films et de spectacles

- Affiches d'activités culturelles québécoises récentes et actuelles
- Affiches de films récents et actuels (Québec — États-Unis — Europe)
- Affiches anciennes de films (1940-50-60)

PLUS DE 300 AFFICHES

Avec la collaboration de PAUL MASSON

DEVENEZ COLLECTIONNEUR

30 OCT. - 9 NOV.

9h am à 9h pm

PLACE D'ARMES

PLACE DES ARTS

COMPLEXE GUY-FAVREAU

ST-URBAIN/DORCHESTER

INFORMATIONS INTERNATIONALES

Washington offre des armes au Honduras

MANAGUA (AFP, Reuter) — Les États-Unis ont offert au Honduras des avions de chasse modernes pour renouveler l'armée de l'air du pays, a indiqué à Washington un responsable américain.

Selon ce responsable, le Honduras s'est vu offrir le choix entre le F-5E américain ou le chasseur « Kfir » de fabrication israélienne pour remplacer les douze Super Mystère B-2 français datant des années 1950 sur lesquels repose sa défense aérienne.

Avec les \$100 millions US d'aide récemment accordés par les États-Unis aux rebelles nicaraguayens, les risques de confrontation entre le Nicaragua et le Honduras, où sont réfugiés de nombreux contras, sont de plus en plus grands, a ajouté le responsable, pour expliquer l'offre américaine.

Il a également indiqué que les forces honduriennes — qui comptent 17,500 hommes — ne pouvaient pas rivaliser avec les 70,000

soldats sandinistes en cas de conflit.

Par ailleurs, à Managua, l'Américain Eugene Hasenfus, accusé de crimes contre le gouvernement sandiniste, s'est refusé hier à toute déposition devant un tribunal populaire nicaraguayen.

M. Hasenfus, capturé au début d'octobre après que l'avion qui le transportait eut été abattu par les forces sandinistes alors qu'il effectuait une mission de ravitaillement au profit des contras, est passible de 30 ans de prison.

C'est la première fois qu'on lui demande de témoigner. Comme on lui demandait s'il était disposé à répondre à des questions, il a répondu : « Je ne veux pas déposer maintenant (...) j'ai besoin de plus de temps ».

Le procureur et ministre de la Justice, M. Rodrigo Reyes, a qualifié le refus de déposer de M. Hasenfus de « tactique de diversion », ajoutant que cela ne bloquerait pas la procédure judiciaire.

Les scientifiques britanniques boycottent l'IDS

LONDRES (AFP) — Plus de 500 scientifiques britanniques se sont engagés dans une déclaration à refuser toute participation au programme de recherches créé dans le cadre de l'Initiative de défense stratégique (IDS) du président Ronald Reagan.

Les 545 opposants à l'initiative américaine dite de « Guerre des Étoiles », pour la plupart experts en physique, mathématiques et électronique, comptent parmi eux trois Prix Nobel, et 25 membres de l'Académie des sciences de Grande-Bretagne. Ils exercent dans 20 universités et représentent plus de la moitié des 1,051 chercheurs abordés jusqu'à présent par les organisateurs du boycottage.

Les signataires estiment que l'IDS « menace la vitalité de la science civile en imposant des priorités de recherche et des règles de secret ».

Au ministère de la Défense, chargé de répartir les fonds consacrés à la recherche de l'IDS en Grande-Bretagne, on fait remarquer

cependant que des contrats d'une valeur de \$27 millions de livres ont déjà été conclus.

Les arguments avancés par les chercheurs britanniques sont en substance les mêmes que ceux de leurs 5,500 collègues américains ayant également rejeté l'IDS. Ils affirment que le projet est « techniquement irréalisable », que la poursuite du programme aura comme seule conséquence une escalade de la course aux armements, et qu'il crée un obstacle de plus aux efforts en vue d'une réduction des armements nucléaires, comme le prouve, selon eux, l'échec du récent sommet Reagan-Gorbachev, Reykjavik.

Un expert en astronomie de l'Université de Londres, M. Rowan Robinson, estime que la « Guerre des Étoiles » aura pour effet de « dévoyer » l'astronomie en favorisant les projets susceptibles de contribuer au système de défense stratégique.

L'ampleur du mouvement est

d'autant plus remarquable qu'il intervient à un moment où le budget de la recherche civile est au plus bas, et où bien des chercheurs tentent désespérément de faire financer leurs projets.

Selon M. David Caplin, conférencier à l'Imperial College de Londres et membre du comité organisateur du boycottage, les scientifiques ayant refusé de signer la déclaration des 500 ont exprimé le plus grand scepticisme quant au projet IDS : « Pour eux, les contrats IDS, c'est de

l'argent prendre, rien de plus ».

À en croire M. Caplin, « il ne serait guère exagéré de dire que la quasi-totalité de la communauté scientifique universitaire en Grande-Bretagne s'oppose à la Guerre des Étoiles ».

Le gouvernement britannique a fait savoir de son côté que six instituts de recherche, dont des universités, ont fait des demandes de participation à l'IDS, et près de 400 firmes britanniques ont « exprimé un intérêt » pour ce projet.

MAISONS D'ENSEIGNEMENTS

Francine Gingras 842-9645

LE GESÙ

COURS DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1986

Ces cours se donnent à la Salle du Gesù, 1200, rue de Bleury, Montréal (métro Place-des-Arts, sortie de Bleury).

les lundis
du
3 novembre
au
8 décembre

avec le Père Jean L'Archevêque, S.J., et monsieur Denis Rivest: **La liturgie: la subir ou l'inventer?** Une initiation éminemment pratique à la liturgie sous toutes ses formes: liturgie eucharistique, sacrements, autres formes liturgiques possibles.

les mardis
du
4 novembre
au
9 décembre

avec une équipe de personnes-ressources: **Apprendre à prier avec les saints.** Une initiation à la prière à l'aide de grands maîtres spirituels: François, Ignace, Charles de Foucauld, Elisabeth de la Trinité, Thérèse d'Avila, Dominique.

les mercredis
du
5 novembre
au
10 décembre

avec le Père Julien Harvey, S.J.: **Le livre du prophète Isaïe: une lecture pour 1987.** Une lecture vivante et contemporaine de ce prophète très actuel.

Bien prendre note que les cours commencent toujours à 19h30.
Participation aux frais des cours: 2,00\$
Renseignements: 866-2305

Droits de la personne

Shultz attaque Moscou

LOS ANGELES (AFP) — L'URSS « reste profondément répressive, en dépit de ses tentatives pour montrer au monde un visage plus moderne et humain », a affirmé hier le secrétaire d'État George Shultz.

Dans un discours prononcé devant le Conseil des affaires mondiales de Los Angeles, le chef de la diplomatie américaine a déclaré que les récentes libérations de dissidents soviétiques font partie d'une campagne officielle destinée à « détourner l'opinion publique de la négation continue et systématique des droits de l'homme fondamentaux » par Moscou.

« La capacité (des autorités soviétiques) à négocier sérieusement était évidente pendant nos négociations sur le contrôle des armements à Reykjavik », a poursuivi M. Shultz devant cette association privée. Mais, a-t-il ajouté, « des accords sur le contrôle des armements avec un régime qui viole les droits de l'homme ne peuvent véritablement réussir à garantir la sécurité internationale ».

M. Shultz doit rencontrer son homologue soviétique Edouard Chevardnadze à Vienne la semaine prochaine.

Les otages au Liban

Waite reprend sa mission

NICOSIE (Reuter, AFP) — M. Terry Waite, émissaire de l'archevêque de Canterbury Robert Runcie, est arrivé hier à Chypre en provenance de Beyrouth dans le cadre de sa mission en faveur de la libération des otages américains détenus au Liban, ont rapporté des témoins.

Selon ces derniers, M. Waite est arrivé à l'aéroport de Larnaca à bord d'un hélicoptère américain et a aussitôt pris place dans un véhicule de l'ambassade américaine. Il a refusé de parler aux journalistes.

Un peu plus tôt, M. Waite avait déclaré par téléphone à Reuter à Beyrouth que « les choses bougeaient » dans le cadre de sa mission. « Il est tout à fait possible que quelque chose se passe dans les prochains jours (...) », a-t-il ajouté.

Huit Américains sont retenus en otage au Liban, dont trois par l'organisation Le Djihad islamique.

À la question de savoir quel était le motif de sa soudaine visite, M. Waite a répondu : « Il semble qu'il puisse y avoir quelque espoir (...) on ne viendrait pas ici s'il n'y avait pas de possibilité (...) Je suis ici, mais on ne peut pas me toucher ».

Le Djihad islamique réclame la libération de 17 arabes incarcérés au Koweït pour des actes de violence politique.

Dans un autre développement, Londres et Damas ont fermé leurs ambassades respectives, hier, une semaine après la rupture de leurs relations motivée par « l'implication de la Syrie dans des activités terroristes », selon Londres. Dorénavant, le Liban représente la Syrie à Londres, et l'Australie la Grande-Bretagne à Damas. Les ambassades de ces deux pays tiers abriteront chacune une « section d'intérêts diplomatiques ».

Les pays riches ne respectent pas leurs engagements

L'ONU sera consacrée à l'Afrique ou ne sera pas

PAULE DES RIVIÈRES

Même si elle est encore grisée du succès qu'elle a remporté dans la lutte contre la famine en Afrique, l'Organisation des Nations unies ne peut se reposer sur ses lauriers. Parce que « les problèmes humains de l'Afrique sont immenses ». Et aussi, plus banalement, parce que l'ONU est de plus en plus contestée et ne peut se permettre de rater son nouveau défi, le défi africain.

« Les limites de l'ONU en matière de contrôle des armements sont chaque jour plus évidentes et les attentes formulées en 1945 n'ont pas été comblées. Il faut se tourner vers les points forts de l'ONU », déclarait cette semaine à Montréal l'énergique ambassadeur du Canada aux Nations unies, M. Stephen Lewis, en faisant référence aux secours que l'ONU a apportés à l'Afrique en 1985.

L'ONU a alors connu ses « plus beaux moments, dit-il. Elle a eu un impact extraordinaire en Afrique ».

M. Lewis vient d'être nommé conseiller spécial auprès du secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, pour ce qui touche l'aide à l'Afrique. Et si l'on juge par le message qu'il a livré jeudi soir lors d'une visite à Montréal, l'ONU peut compter sur lui pour garder l'Afrique présente à l'esprit des Occidentaux.

« Les gouvernements africains remuent ciel et terre pour redresser leur économie. En revanche, les pays riches ne respectent pas leurs engagements », dit-il.

M. Lewis rappelle en effet que lors de la session spéciale sur l'Afrique que les Nations unies ont tenue en mai dernier, les pays riches et les gouvernements africains avaient



Pierre Bertrand



Stephen Lewis

convenu d'un plan quinquennal — 1986-1990 — pour sauver l'Afrique. Quelques mois plus tard, la Banque mondiale estime déjà à \$2,5 milliards le manque annuel à gagner, d'ici 1990.

La nomination de M. Lewis survient au moment où le Bureau des opérations d'urgence en Afrique de l'ONU est dissous. En effet, hier, la structure temporaire que l'ONU avait mise en place en janvier 1985 pour coordonner les secours d'urgence à l'Afrique a été démantelée. Cela peut sembler inraisemblable mais c'était la première fois que les quatre principales agences d'aide internationale attachées à l'ONU travaillaient ensemble. Ces agences sont le Haut commissariat aux réfugiés, la Fédération mondiale de l'agriculture, le Programme des Na-

tions unies pour le développement et celui pour les secours en cas de catastrophes naturelles. Un Québécois, M. Pierre Bertrand, représentait le Haut commissariat aux réfugiés au sein du bureau.

Sur les 20 États qui composaient la liste d'urgence des Nations unies au début de 1985, seize ont surmonté l'état d'extrême famine.

Cependant, quatre points rouges continuent de clignoter sur la carte des Nations unies. Le Soudan, l'Éthiopie, le Mozambique et l'Angola.

« L'amélioration sensible » de la situation dont font état les Nations unies doit donc être nuancée, sérieusement nuancée. Qu'il suffise d'alléger quelques chiffres : 14 millions de personnes ont encore besoin de

secours, 3 millions d'Africains restent déracinés de leur milieu.

En Éthiopie seulement, 2,5 millions d'Éthiopiens souffrent de la faim et leur situation ne changera pas au cours des 10 prochaines années si le pays ne reçoit pas une aide très importante. Le pays est à court de 400,000 tonnes de blé chaque année.

En plus de l'insuffisance des pluies, des ravages de la mouche tsé-tsé chez les animaux, de la pauvreté du réseau routier, l'Éthiopie est déchirée par la guerre civile. Tout comme les trois autres pays ci-haut mentionnés.

Ainsi au Soudan, les autorités ont renvoyé jeudi le représentant de l'ONU dans ce pays, parce qu'il a tenté d'acheminer des vivres au Soudan, en passant par les rebelles de l'Armée populaire de libération qui contrôlent les principales du Soudan. Puis, hier, les rebelles touchaient un appareil qui transportait des secours.

Tous les gouvernements africains sont aux prises avec des déficits exorbitants. La Zambie, par exemple, est écrasée par une dette de \$5,6 milliards. L'année dernière, le pays a dû consacrer 54 % de ses recettes d'exportation au service de la dette à l'Occident.

« La communauté internationale est confrontée à d'importantes questions morales et économiques », rappelle M. Lewis.

Nouveau programme

MAÎTRISE EN SCIENCES COMPTABLES

Ce nouveau programme de maîtrise en sciences comptables intéressera ceux et celles qui veulent approfondir leurs connaissances dans le domaine des sciences comptables et acquérir des habiletés en matière de recherche.

L'étudiant a le choix entre deux concentrations, la COMPTABILITÉ FINANCIÈRE et la COMPTABILITÉ DE GESTION, et entre deux profils: le profil avec mémoire et le profil avec rapport d'activités.

Date limite pour présenter une demande d'admission (temps partiel ou temps plein) à la session d'hiver 1987: **Le 28 novembre 1986.**

Pour de plus amples renseignements concernant le programme, communiquez avec le directeur du programme, M. Yvon Houle, au (514) 282-3661 ou 4452.

Les formulaires de demande d'admission sont disponibles au Service de l'admission du Bureau du registraire, tél.: (514) 282-3121.

Université du Québec à Montréal

UNIVERSITÉ CONCORDIA

COLLÈGE DES SCIENCES
Conférence publique sous le patronage de
Les grandes conférences

NATURAL HISTORY:
TRIVIAL PURSUIT
OR SCIENCE?

par

Prof. Thomas Eisner
Cornell University

HEURE: 20h30
DATE: jeudi 6 novembre 1986
ENDROIT: salle H-110
1455 ouest,
boul. de Maisonneuve

Renseignements: 848-2595

La conférence aura lieu en anglais

STANISLAS

ADMISSIONS 87-88

Élémentaire: Mme S. LOISIER
Secondaire: Mmes J. MARTHONE & M. DESLAURIERS
Collégial: Mme L. VOGLIMACCI

273-9521

LES ANNONCES CLASSEES 286-1200

INDEX DES GROUPEMENTS DES RUBRIQUES

- 100-199 Immobilier — Résidentiel
- 200-299 Immobilier — Commercial
- 300-399 Marchandises diverses
- 400-499 Offres d'emploi
- 500-599 Services
- 600-699 Véhicules automobiles
- 900-999 Avis

Propriétés à vendre 101

SOYEZ PRUDENT INSPECTEZ AVANT L'ACHAT
Richard Santo
671-3661

BEACONFIELD-SUD
Cottage 4 chambres à coucher récemment rénové, \$156,500.
SUR RENDEZ-VOUS:
86, Brunswick Dr.,
VISITE LIBRE: Samedi, dimanche, de 13h à 17h. Pas d'agent S.V.P.
697-7238

WESTMOUNT
Près Aberdeen
Visite libre: dim. de 2h à 4h.
Vue panoramique, chambres spacieuses, 3 terrasses.
825 0005.
P. Bates,
ROYAL LEPAGE CRTR.
932-2224

Propriétés à vendre 101

A BORDEAUX, quadruplex neuf, 6 1/2, (2)3 1/2. Super design, foyer, tourbillon, Jenn-Air, garage, paisible.
\$335.000. 331-5291, 331-7139.

AAA POINTE-CLAIRE, Bord du Lac, luxueux condo L'ARISTOCRATE 5 pièces, 1444 p.c., vaste balcon, air climatisé central, foyer, cuisine luxueuse (toutes équipées) et 2 s.b. spacieuses, tapis mur à mur, garage intérieur et stationnement extérieur, piscine. Pas d'agent. 695-5087.

ADJ. OUTREMONT, Spacieux duplex près OUTREMONT, 2 X 7 1/2. Bas disposition. Marie DuMoulin, 381-0395, 271-4820. ROYAL LEPAGE CRTR.

AHUNTSIC bord de l'eau, maison de prestige, 3000 p.c. de terrain, foyer, piscine, \$485.000. Roy et Légaré, Le Permanent 744-1454.

AHUNTSIC Sacré-Coeur/Prieur, cottage 6 pièces, privé, \$130.000. 10h-27-7381.

BEACONFIELD, superbe cottage très privé, paysager-expert. 4 chambres, peut redécorer. Financement jusqu'à 90%. VISITE: sam. dim. 2-4h pm. 250, Markham 731-3713, 695-0583.

BROSSARD (S) secteur de prestige, grande maison 39 X 30, 2 étages, garage 11 1/2 X 24, 3 grandes chambres, salle de séjour au rez-de-chaussée, aspirateur central, Jenn-Air, four, grand bain, tourbillon, chauffage, etc., etc. \$188.000. 465-3237 ou lundi au vendredi, de 9h à 17h. 923-4343.

CANDIAC, Parc Laurier, luxueux cottage moderne, chauffage central, air climatisé, construction 1986, de qualité supérieure, \$210.000. négocié directement avec propriétaire, 659-1470.

CARRÉ ST-LOUIS, site au parc. Superbe logement rénové dans maison victorienne 3608-06 Laval. 844-2983, 488-2333.

COTTAGE SUR 4 ÉTAGES, 7 chambres à coucher, 3 foyers, face au Lac St-Louis. Mme. Josée Green. 253-3855. LES IMM. DURANTE CANADA L'ÉC.

COTTAGE VICTORIN, sur Rivière l'Acadie. Rénové 1979, grandes pièces, 4 chambres, piscine creusée, 30 000 p.c. foyer, 346-4918, soir / fin de semaine.

DOMAINE 17 ACRES, maison style tour, vue panoramique, 13 pièces, foyer, solarium, garage double, lac privé, prêt, prêt, aéroport. VALCOURT, région Bromont/Orford. 1-514-532-3883. \$400.000.

ESTEREL design contemporain unique. Exposé sud, intérieur exceptionnel, terrain 103.000 p.c. plus 250 p.c. sur Lac Masson. 1-226-3964.

GRANDE-ALLÉE: ancestrale, rénovée, immense salle à manger, serre, 3 chambre, superbe terrain. A voir: L. BÉDARD / L. SAUJAGEAU, 676-7955. LE PERMANENT COURTIER.

HENRYVILLE, maison 8 pièces, en partie rénové, 28 arpent avec boisé et 800 p.c. rive, sur Richelieu. \$80.000. 1-299-2949.

ILE BIZARD, grande maison, terrain 25.000 p.c. piscine, boisé, vue sur rivière. Idéal pour maison de retraités 626-4661.

ILE DES SOEURS, townhouse prestigieuse. "LE CHAMPLAIN", condo 2 chambres, foyer, terrasse privée, garage, piscine, tennis, électroménagers. \$165.000. 281-1845, 871-1137.

KIRKLAND, cottage exécutif, 2 1/2 X 4 1/2 chambres à coucher, 2 s.b. / bain, salle à manger, foyer de pierre dans salle familiale, sous-sol fini professionnellement avec salle de danse et billard. Paysagé. Piscine creusée 40x16, etc. 697-4063.

KIRKLAND, TIMBERLÉ, pierre, 1981, 3 chambres, excellente condition, bain 1 1/2, sous-sol fini, four, double garage, grand terrain clos, sur coin tranquille. \$139.000. 694-3712.

Propriétés à vendre 101

VILLAGE DE L'EST
Maison unifamiliale 5 1/2, 1 minute du métro Beauport, près Radio-Canada, Télé-Métropole, en partie rénovée, petit comptant. 526-9622.

VIMONT luxueux cottage, 7 chambres à coucher, \$295.000. 662-1903.

VOYAGEZ VERS MONTRÉAL, moins d'une heure. Belles maisons, fermes. Service courtis. Sauvé REAL ESTATE 1-613-525-2940, 931-2953.

Propriétés à louer 105

FRELIGHSBURG bungalow 6 pièces, sur magnifique domaine privé, près 2 centres ski, meublé, équipé, foyer, chauffé/électr. non compris. Dès 1er nov, sur base annuelle. 1-514-298-5212.

KIRKLAND SUD, townhouse/condo, 3 c.c., \$750. chauffé, patio privé, accès piscine 1er nov. Centre compris, J. Laudi, 683-3533, 695-5820.

KIRKLAND SUD, cottage 4 + 1 chambre + w.c. bar. Près 900. \$1.150. Joyce Werry, 694-1896 - 6900. RE/MAX ROYAL.

MONT-TREMBLANT luxueux maison, 4 c.c., toute équipée, 5 min. des pentes de ski, coté sud, disponibilité du 1er novembre au 1er mai. 866-7807, fin de nov. 430-0995 ou 819-425-7347.

N.D.G., Cottage 3 c.c., spacieux, rénové, équipé, jardin, foyer, métro. Immediat. \$225, 487-2032.

OUTREMONT, luxueuse résidence, 280 MacDougal, 4 chambres, \$2.000./mois. Disponible immédiatement. Jean Racine, 483-6400. RE/MAX N.D.G. Crtr.

PLATEAU, LUXUEUX COTTAGE, 9 pièces, stations-services, lave-vaisselle. \$990./mois. 645-1943.

R.D.P. cottage de rêve, vue riveraine, grand terrain, 2 s.b./bain, tourbillon, foyer, imm. salon, terrasse, garage double, occupation immédiate. \$675.00. 648-2786.

SAINT-CONSTANT bungalow, 4 pièces, avec bachelors au s/sol, \$340.00 par mois. \$48.500.00. Agents s'abstiennent. 583-5174.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

Propriétés à vendre 101

VILLAGE DE L'EST
Maison unifamiliale 5 1/2, 1 minute du métro Beauport, près Radio-Canada, Télé-Métropole, en partie rénovée, petit comptant. 526-9622.

VIMONT luxueux cottage, 7 chambres à coucher, \$295.000. 662-1903.

VOYAGEZ VERS MONTRÉAL, moins d'une heure. Belles maisons, fermes. Service courtis. Sauvé REAL ESTATE 1-613-525-2940, 931-2953.

Propriétés à louer 105

FRELIGHSBURG bungalow 6 pièces, sur magnifique domaine privé, près 2 centres ski, meublé, équipé, foyer, chauffé/électr. non compris. Dès 1er nov, sur base annuelle. 1-514-298-5212.

KIRKLAND SUD, townhouse/condo, 3 c.c., \$750. chauffé, patio privé, accès piscine 1er nov. Centre compris, J. Laudi, 683-3533, 695-5820.

KIRKLAND SUD, cottage 4 + 1 chambre + w.c. bar. Près 900. \$1.150. Joyce Werry, 694-1896 - 6900. RE/MAX ROYAL.

MONT-TREMBLANT luxueux maison, 4 c.c., toute équipée, 5 min. des pentes de ski, coté sud, disponibilité du 1er novembre au 1er mai. 866-7807, fin de nov. 430-0995 ou 819-425-7347.

N.D.G., Cottage 3 c.c., spacieux, rénové, équipé, jardin, foyer, métro. Immediat. \$225, 487-2032.

OUTREMONT, luxueuse résidence, 280 MacDougal, 4 chambres, \$2.000./mois. Disponible immédiatement. Jean Racine, 483-6400. RE/MAX N.D.G. Crtr.

PLATEAU, LUXUEUX COTTAGE, 9 pièces, stations-services, lave-vaisselle. \$990./mois. 645-1943.

R.D.P. cottage de rêve, vue riveraine, grand terrain, 2 s.b./bain, tourbillon, foyer, imm. salon, terrasse, garage double, occupation immédiate. \$675.00. 648-2786.

SAINT-CONSTANT bungalow, 4 pièces, avec bachelors au s/sol, \$340.00 par mois. \$48.500.00. Agents s'abstiennent. 583-5174.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

App. et log. à louer 160

VILLAGE DE L'EST
Maison unifamiliale 5 1/2, 1 minute du métro Beauport, près Radio-Canada, Télé-Métropole, en partie rénovée, petit comptant. 526-9622.

VIMONT luxueux cottage, 7 chambres à coucher, \$295.000. 662-1903.

VOYAGEZ VERS MONTRÉAL, moins d'une heure. Belles maisons, fermes. Service courtis. Sauvé REAL ESTATE 1-613-525-2940, 931-2953.

Propriétés à louer 105

FRELIGHSBURG bungalow 6 pièces, sur magnifique domaine privé, près 2 centres ski, meublé, équipé, foyer, chauffé/électr. non compris. Dès 1er nov, sur base annuelle. 1-514-298-5212.

KIRKLAND SUD, townhouse/condo, 3 c.c., \$750. chauffé, patio privé, accès piscine 1er nov. Centre compris, J. Laudi, 683-3533, 695-5820.

KIRKLAND SUD, cottage 4 + 1 chambre + w.c. bar. Près 900. \$1.150. Joyce Werry, 694-1896 - 6900. RE/MAX ROYAL.

MONT-TREMBLANT luxueux maison, 4 c.c., toute équipée, 5 min. des pentes de ski, coté sud, disponibilité du 1er novembre au 1er mai. 866-7807, fin de nov. 430-0995 ou 819-425-7347.

N.D.G., Cottage 3 c.c., spacieux, rénové, équipé, jardin, foyer, métro. Immediat. \$225, 487-2032.

OUTREMONT, luxueuse résidence, 280 MacDougal, 4 chambres, \$2.000./mois. Disponible immédiatement. Jean Racine, 483-6400. RE/MAX N.D.G. Crtr.

PLATEAU, LUXUEUX COTTAGE, 9 pièces, stations-services, lave-vaisselle. \$990./mois. 645-1943.

R.D.P. cottage de rêve, vue riveraine, grand terrain, 2 s.b./bain, tourbillon, foyer, imm. salon, terrasse, garage double, occupation immédiate. \$675.00. 648-2786.

SAINT-CONSTANT bungalow, 4 pièces, avec bachelors au s/sol, \$340.00 par mois. \$48.500.00. Agents s'abstiennent. 583-5174.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

App. et log. à louer 160

VILLAGE DE L'EST
Maison unifamiliale 5 1/2, 1 minute du métro Beauport, près Radio-Canada, Télé-Métropole, en partie rénovée, petit comptant. 526-9622.

VIMONT luxueux cottage, 7 chambres à coucher, \$295.000. 662-1903.

VOYAGEZ VERS MONTRÉAL, moins d'une heure. Belles maisons, fermes. Service courtis. Sauvé REAL ESTATE 1-613-525-2940, 931-2953.

Propriétés à louer 105

FRELIGHSBURG bungalow 6 pièces, sur magnifique domaine privé, près 2 centres ski, meublé, équipé, foyer, chauffé/électr. non compris. Dès 1er nov, sur base annuelle. 1-514-298-5212.

KIRKLAND SUD, townhouse/condo, 3 c.c., \$750. chauffé, patio privé, accès piscine 1er nov. Centre compris, J. Laudi, 683-3533, 695-5820.

KIRKLAND SUD, cottage 4 + 1 chambre + w.c. bar. Près 900. \$1.150. Joyce Werry, 694-1896 - 6900. RE/MAX ROYAL.

MONT-TREMBLANT luxueux maison, 4 c.c., toute équipée, 5 min. des pentes de ski, coté sud, disponibilité du 1er novembre au 1er mai. 866-7807, fin de nov. 430-0995 ou 819-425-7347.

N.D.G., Cottage 3 c.c., spacieux, rénové, équipé, jardin, foyer, métro. Immediat. \$225, 487-2032.

OUTREMONT, luxueuse résidence, 280 MacDougal, 4 chambres, \$2.000./mois. Disponible immédiatement. Jean Racine, 483-6400. RE/MAX N.D.G. Crtr.

PLATEAU, LUXUEUX COTTAGE, 9 pièces, stations-services, lave-vaisselle. \$990./mois. 645-1943.

R.D.P. cottage de rêve, vue riveraine, grand terrain, 2 s.b./bain, tourbillon, foyer, imm. salon, terrasse, garage double, occupation immédiate. \$675.00. 648-2786.

SAINT-CONSTANT bungalow, 4 pièces, avec bachelors au s/sol, \$340.00 par mois. \$48.500.00. Agents s'abstiennent. 583-5174.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

STE-ADELE, jolie maison de campagne à louer pour l'hiver, avec foyer. 225-3275, 739-2835.

STE-AGATHE, maison de luxe, près de la mer, 2 b. 2 foyers, 4 c.c., \$5.500./mois. 437-5402.

LE MONDE EN BREF

Égypte : affrontements

LE CAIRE (AFP) — Une personne a été tuée et 48 autres ont été arrêtées au cours de violents incidents qui ont éclaté hier au moment de la prière du vendredi dans la ville d'Assiout (380 km au sud du Caire), a-t-on indiqué hier de source responsable au ministère de l'Intérieur citée par l'agence officielle MENA. Les mouvements islamistes, notent les observateurs, sont fortement implantés dans cette ville, notamment à l'université.

Un civil à la tête de l'armée d'Espagne

MADRID (AFP, Reuter) — Le gouvernement espagnol a remanié hier la hiérarchie militaire du pays et a nommé un civil à la tête de la garde civile, pour la première fois de l'histoire de cette puissante institution pararmilitaire. Le gouvernement a également fait parvenir au Parlement une proposition d'amnistie, longtemps retardée, pour neuf officiers limogés de

l'armée pour avoir pris position en faveur de la démocratie un an après la mort de Franco. M. Luis Roldán, un économiste membre du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), a été nommé secrétaire général de la garde civile. De source autorisée, on estime que la nomination d'un civil pour succéder au général José Antonio, arrivé à la limite d'âge, devrait renforcer le contrôle du ministère de l'Intérieur sur la garde civile.

Enrile menace Reagan

(Reuter) — Le ministre de la Défense des Philippines, M. Juan Ponce Enrile a mis en garde hier le président Ronald Reagan contre toute tentation d'ingérence dans la querelle qui l'oppose à la présidente Corason Aquino. « Je ne crois pas que le président des États-Unis — aussi puissant soit-il — veuille s'immiscer dans une affaire strictement intérieure aux Philippines. Cela ne serait pas sans conséquence pour ce pays et pour son peuple », a déclaré M. Enrile.

Ottawa et Waldheim

OTTAWA (AFP) — Le Canada pourrait demander aux Nations Unies de

retirer la pension de retraite de l'ancien secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, a déclaré hier à Ottawa le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures, M. Joe Clark. M. Clark a fait cette déclaration à la Chambre des communes en réponse à la députée de l'opposition libérale, Mme Sheila Finestone qui venait d'inviter Ottawa à faire pression sur l'ONU pour qu'elle cesse de verser une pension de retraite à M. Waldheim, le temps qu'une enquête indépendante soit instituée pour faire toute la lumière sur les activités de l'ancien secrétaire général lors de la seconde guerre mondiale.

Séoul : révolte écrasée

SÉOUL (Reuter) — La police sud-coréenne a pris d'assaut hier le campus de l'université Konkuk de Séoul, mettant fin à trois jours d'occupation par des étudiants rebelles qui auraient tous été arrêtés, selon des témoins. Les étudiants, accusés par le gouvernement de sympathies pour la Corée du Nord communiste, se sont rendus après avoir sauvagement résisté pendant deux heures à coups de pierres, de bâtons, et de cocktails-molotov. Les témoins ont vu des policiers — plus de 3,000 — obliger des étudiants à s'agenouiller sur le toit et les battre à coups de gourdin avant de les emmener en détention.

LES ANNONCES CLASSÉES 286-1200


LES ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR

Du lundi au vendredi de 9h à 16h30

Pour modifier, annuler ou placer votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes, MtL, H2Y 3S6

NOUS ACCEPTONS



PAR TÉLÉPHONE 286-1200

Bureaux à louer 251

SINISTRÉS D'ALEXIS NIRON occupation immédiate, faute fort intéressante, location court terme, 2,800 pi.ca. rue St-Jacques 682-2002.

ST-DENIS ET RACHEL, bureaux 12 X 12, 12 x 9, entièrement rénovés, maison centenaire, 642-0428.

VERDUN, 1,800 pi.ca. espace à bureau, \$500, par mois. Occupation immédiate. Appelez: Sassi ou M. Galle, tél: 489-7557.

VILLE ST-LAURENT, à sous-louer, 2,700 pi. car. taux compétitifs, 1er novembre, 748-2407.

Espaces commerciaux à louer 259

BUREAUX DE PROFESSIONNELS, 722-7337, 3880 est Jarry, Montréal.

ESPACE COMMERCIAL OU BUREAU, + ou — 3,000 pi.ca., 2e étage, à diviser selon vos exigences, 270-5248.

LOCALS

industriels et commerciaux, disponibles de 1,300 à 20,000 pi.ca., 472-1502 ou 430-6888, St-Eustache.

OUTREMONT, coin Bernard et Champeigne, 900 pi.ca. emplacement de commerce. Centre 9h. et 5h. 273-8683.

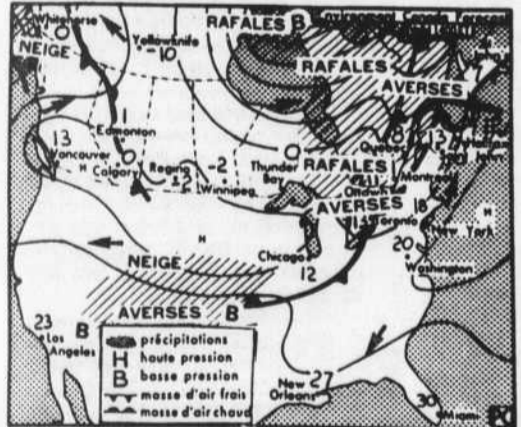
PRÈS DES GALERIES D'ANOU, espaces à bureaux de 1,533 pi.ca. à sous-louer, à 40% du prix régulier, 418-8712-5320.

Espaces commerciaux à vendre 263

BÂTISSÉ commerciale rue Notre-Dame, à Repentigny, 1,800 pi.ca. sur terrain de 8,250 p.c., 581-9949, 581-8694.

LES ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR 286-1200

LA MÉTEO



Pronostic de la carte du temps à midi aujourd'hui

Situation générale: une perturbation amènera une nappe de nuages de même que des averses sur plusieurs régions. Dimanche, à l'arrière de ce système, une faible crête se bâtera et amènera de l'air plus froid.

MONTREAL

Ennuagement en matinée. Quelques averses en fin de journée. Max.: 12. Dimanche: nuageux avec éclaircies et froids.

LEVER DU SOLEIL 6 h 32
COUCHER: 16 h 45

QUEBEC

Abitibi et Témiscamingue: plutôt nuageux avec quelques averses de pluie devenant mêlée de neige en après-midi. Max.: 6. Apercü pour dimanche: nuageux avec éclaircies et froids.

Reservoirs Cabonga et Gouin: averses de pluie devenant mêlée de neige en fin de journée. Max.: 6. Apercü pour dimanche: éclaircies et froids.

Pontiac: nuageux et pluie. Les Laurentides: nuageux avec quelques averses débutant en matinée et se poursuivant par la suite. Max.: 10. Apercü pour dimanche: éclaircies et froids.

Rimouski, Matapédia, Ste-Anne-des-Monts, parc de la Gaspésie, Gaspé et parc Forillon: ensoleillé avec passages nuageux en matinée. Ennuagement par la suite. Max.: 8. Apercü pour dimanche: plutôt nuageux et froids.

Estrie et Beauce: ensoleillé en matinée. Ennuagement graduel par la suite. Max.: 12. Apercü pour dimanche: nuageux et froids.

Lac-St-Jean: quelques averses. Max.: 8. Apercü pour dimanche: plutôt nuageux et froids.

Saguenay, La Tuque et réserve faunique des Laurentides: nuageux avec quelques averses. Max.: 8. Apercü pour dimanche: plutôt nuageux et froids.

Commerces à vendre 283

MAGASIN DE DISQUES, très bien situé, en pleine expansion. Très bon prix. 679-8760.

RESTAURANT, CENTRE-VILLE, 4 salles à diner et terrasse, 220 places, gros potentiel possible. Coûts (1985) \$470,000. Longueuil. Sacrifices à meilleure offre. Achteur sérieux, avec comptant, pour transaction rapide. Propriétaire, 739-2084.

Commerces à louer 287

DEUX ÉBÉNISTÈRES à louer, une d'environ 6,000 entalpes, pas de cabane et équipement, jamais entalpié, prêt à discuter, située à St-Fortunat — une érablière gros érabes de deux centennaires, pas d'équipement, réparation pour cabane, près du chemin, tout à la portée, prix à discuter. 1-819-344-2632 avant 9h, le matin ou après 18h.

Magasins à louer 299

JEAN-TALON EST 3904
Près Pie IX, 1,000pi. car., tous genre de commerce, \$1,200 négociable, 747-9093, après 16h. et week end.

Matériaux de construction 340

AAA ARMOIRES de cuisine modulaires: 6' - \$450; 8' - \$595; 10' - \$740; haut/bas inclus, livraison même jour. Décor Pro, 3400 St-Antoine O., 933-5759.

Ameublements 351

MOBIER CHAMBRE à COUCHER, style BAROCO LOUIS XV, entièrement sculpté et peint à la main. \$4,900. Après 4h PM. 492-3045.

Appareils électroménagers 355

LAVERUSE/SÈCHEUSE, lave-vaisselle. Tous MAYTAG. En excellente condition. 527-7336.

Bois de foyer 383

VENEZ CHERCHER VOTRE BOIS, au 10780, Henri-Bourassa Est, Ouvret 7 jours, de 9h à 5h. LIVRAISON: 652-0065.

On demande 389

ACHAT AU COMPTANT
Meubles usagés — antiquités — ménage au complet. VGC inc. 735-4286.

Livres 390

6 LAROUSSE, 20e siècle, Edition 1928, très bon état. \$125. 487-0354, 337-7182.

Antiquités 391

VENTE PRIVÉE
Samedi, dimanche, 1 - 2 nov. RÈGLEMENT DE SUCCESSION
Chaises et berceuses CAPUCINE. Buffet chêne sculpté, tables en pin, rouet, coffre; sang de boeuf, soufflet de forge, banc de sellier, tapis crochètés.

Antiquités 391

HARMONIUM en chêne, état impeccable. Pièce de collectionneur, \$1,000. Discutable. 668-9072.

Antiquités 391

Harpe à pédales, Sébastien Erard 19e siècle, à restaurer, mécanique fonctionnelle, \$3,500. Yvan Davies, 989-1781, 9h à 5h. Poste 24, lundi au vendredi.

Antiquités 391

OEGUE CASAVANT 1920, 650 luyaux d'éta. Valeur \$125,000. FAUT VENDRE. \$10,000. M. Gilles Marcel. 668-6544, 663-9980.

Antiquités 391

ASTROLOGIE/ÉSOTÉRISME 393
PORTRAIT ASTRAL INFORMATISÉ
Aujourd'hui, succès demain! Inform'astre 397-0065.

Oeuvres d'art 395

COLLECTION DE PEINTRES QUÉBÉCOIS. Teis que Brun, Hélu, Ladouceur, Richard Montpetit, Rousseau et plusieurs autres. Collection privée. Après 4h. 672-7233.

Divers 399

OFFRE UN CADEAU PRÉCIEUX À LA VIE
En commémorant le souvenir d'un être cher. Aidez à voir venir le jour où le cancer ne couvrera plus de perte humaine.
LA SOCIÉTÉ DE RECHERCHE SUR LE CANCER INC.
C.P. 183, Place Bonaventure, Montréal, Québec, H3A 1A9
Tél.: 861-9227

Divers 399

INFIRMIÈRE 39 ans, recherche professionnel, homme d'affaires, pour transport, de Chomedey à Ville Lasalle. Heures de travail: 7h 30 a.m. à 3h 30 p.m. Partagerais frais de transport. 687-5475.

Offres d'emploi 407

REPRÉSENTANT EN PUBLICITÉ
Nouveau magazine de tourisme, recherche personne possédant expérience de vente, connaissance milieu des affaires. Bonne personnalité, véhicule requis. Poste prometteur. Salaire + commission.
Poste vacante: Marco Polito, 271-7279.

Assurances 455

COURTIER(OUTREMONT), recherche souscripteur bilingue, pour prendre charge d'un module résidentiel. Expérience dans communications. Écrire à l'Emploi National. Pré paiement vous aider, 629-0700.

Ventes 459

NOUS AVONS des employeurs qui ont un urgent besoin de personnel, dans domaines divers. Service d'Aide à l'Emploi National. Pré paiement vous aider, 629-0700.

Personnel de métier 475

OPÉRATEUR (trice), machine à coudre. Avec expérience. Pour rendez-vous: 4590, Henri-Bourassa Ouest.

Personnel de métier 475

CARICATURISTE BÉDEISTE, propose ses services pour journaux ou revues. Appelez Patrick, après 6h. 645-7845.

Personnel de métier 475

DACTYLO À LA MAISON bilingue, 25 ans d'expérience, rapide et précise, expertise pour curriculum vitae, bilans financiers, thèses d'étudiants, correspondance, taux très raisonnables. Contacter Sonia, 481-5559.

Offres de service 499

CARICATURISTE, BÉDEISTE
Offre ses services pour journaux, journaux, etc., après 6h. PM. Demandez Patrick, 645-7845.

Offres de service 499

TRAITEMENT DE TEXTE LOUHEUED
Service professionnel, spécialité: PME, étudiants. Impression qualité lettre, 934-1455.

Offres de service 499

TYPOGRAPHE LASER ITALIQUE INC.
Ouvres littéraires, rapports, journaux, etc., thèses, curriculum vitae, révision de texte, 588-9214.

Cours 510

COURS DE PEINTRES QUÉBÉCOIS. Teis que Brun, Hélu, Ladouceur, Richard Montpetit, Rousseau et plusieurs autres. Collection privée. Après 4h. 672-7233.

Cours 510

ANIMATEUR RADIO ANIMATEUR TÉLÉVISION
Cours intensifs, débutant fin novembre. C.F.C. 842-9050

Cours 510

CONSULTANT PROFESSIONNEL et prof. micro-ordinateur, disponible pour consultation. Entraînement privé sur PC d'IBM. Taux raisonnables. Références disponibles. 468-9034.

Cours 510

COURS D'ANGLAIS INDIVIDUELS
Méthode exclusive. Horaires et jours flexibles, entre 2h et 8h, 7 jours/sem. SUR RENDEZ-VOUS: 932-8308

Cours 510

COURS DE GÉRIATRIE
Approuvés par Gouvernement. Diplôme reconnu à travers Canada. Matin, après-midi et soir. 341-1736.

Cours 510

COURS DE TENUE DE BAR avec Raynaud Simard, débutant le 10 novembre, jusqu'à 16 décembre. 327-3709.

Cours 510

COURS INDIVIDUELS ANGLAIS, ALLEMAND ET TRAITEMENT DE TEXTE. AUSSI TRADUCTION 849-4610

Cours 510

COURS PRIVÉS DE MUSIQUE tous les instruments, coin Lacordaire et Henri-Bourassa. 327-0038.

Cours 510

FIN DE SEMAINE INTENSIVE en anthropologie, les 21-22-23 novembre. Pour informations: 845-3969.

Cours 510

MANUCRIURE ongles artísticos, pédicure, produits disponibles. Delmain Entr. 662-1248.

Cours 510

OPÉRATEUR MISE EN ONDE RADIO
Cours dispensé Studio C.J.M.S. C.F.C. 842-0050.

Cours 510

DE PIANO, ORGANES CLASSIQUE, Premier prix de Conservatoire. Maîtrise en musique U de M. Adultes, enfants, 465-0385.

Cours 510

RATTRAPAGE scolaire, cours de français et maths, professionnels français, expérience, C.D.N., inf: 342-5174.

Déménagement 551

A BAS PRIX, appelez Pierre Déménagement, en tous genres, estimation gratuite. 937-9491.

Déménagement 551

DEMANDEZ-LUI N'IMPORTE QUOI OU PRESQUE
...C'est le meilleur déménageur en ville! Fournissons boîtes. Estimé gratis. Ne partez pas sans lui! 766-5314.

Déménagement 551

OPÉRATEUR (trice), machine à coudre. Avec expérience. Pour rendez-vous: 4590, Henri-Bourassa Ouest.

Déménagement 551

ENTRETIEN, RÉPARATIONS, RÉNOVATIONS 559
A BAS PRIX
Ferais tous genre de travaux. Spécialités: menuiserie, gyrocom. M. Gauthier, 582-3292.

Déménagement 551

ENTRETIEN, RÉPARATIONS, RÉNOVATIONS 559
A BAS PRIX
Ferais tous genre de travaux. Spécialités: menuiserie, gyrocom. M. Filion, 585-1576.

Déménagement 551

ENTRETIEN, RÉPARATIONS, RÉNOVATIONS 559
A BAS PRIX
Ferais tous genre de travaux. Spécialités: menuiserie, gyrocom. Service rapide. 627-5120.

Déménagement 551

ENTRETIEN, RÉPARATIONS, RÉNOVATIONS 559
A BAS PRIX
Ferais tous genre de travaux. Spécialités: menuiserie, gyrocom. Service rapide. 627-5120.

Santé 570

MASSAGE
chinois, européen, suédois, sauna, 3ème ave Cornwall, 736-7917, 1484 Sherbrooke Ouest, 2ème étage 937-0137.

Peintres, peinture 571

A PRIX RAISONNABLE, COMPÉTENT, ESTIMATION GRATUITE. 253-3804.

Peintres, peinture 571

FAIS PEINTURE, lavage, plâtre, \$7 l'heure, 23 ans d'expérience, estimation gratuite. 525-3214.

Gardiennes, gardiennage 575

GARDEAIRES nouveaux-nés de préférence, régulièrement mais après cégep. Fiabilité, honnête. J'habite Outremont. 495-4832.

Occasions d'affaires 591

BOULANGERIE AFFICHARD
Etabli depuis plusieurs années ce système de commercialisation a fait ses preuves. Cette partie d'un réseau en pleine croissance ayant des magasins dans les centres d'achats les plus importants du Canada, deux franchises disponibles immédiatement dans deux centres d'achats importants de la métropole. Investissement comptant requis: \$35,000. Salaire et profit: \$70,000. la première année. Financement partiel disponible en main. Pour renseignements appelez monsieur Charles: 879-1456.

Occasions d'affaires 591

CHANCE UNIQUE!!
Posséder son propre commerce RECHERCHE personne à temps plein ou partiel, pour aider à diriger personnel. Doit posséder sans des affaires, voir à la gerance et aux achats. Domaine app. modeste (style Décor Mag) gros bénéfices, aucune compétition, capital requis: \$25,000, pour rendez-vous téléphonez au 282-0195 local 25, jour, soir et fin de semaine.

Occasions d'affaires 591

EXTERIEUR, de la ville, salle à manger/bar salon, service de pourvoyeur, logement 6 pièces, très bons équipements, grand terrain, même propriétaire depuis 22 ans, très grandes possibilités. Cave grand accident, Demande \$263,000. Revenu net \$75,000 à \$100,000. 1-819-983-2789.

Occasions d'affaires 591

FRANCHISES DISPONIBLES
Fournure synthétique, capital minimum: \$25,000. CREATIONS SIRIBAIN, 845-8196. Demandez: Pierre Lauzon.

Occasions d'affaires 591

OCASION UNIQUE nombre limité d'associés pour projets internationaux. \$10,000. investis. minimum. Rapport \$50,000. garanti. 465-6297.

Occasions d'affaires 591

PARTENAIRE agréable demandé désire passer l'hiver au soleil. Capable de diriger personnel, expérience des affaires sur un atout. Pour discuter et entrevue téléphoner M. Raymond Jour, soir, fin de semaine 282-0195.

Services financiers 595

ACCEPTIONS en 7 jours, 1ère et 2ème hypothèque, Caisse Populaire St-René Goupil. 321-2610.

Tenue de livre, déclarations d'impôt 599

TENUE DE LIVRE
Dactylo, pour hommes d'affaires, étudiants (tes). Travail soigné. 649-5669.

Bateaux, moteurs, yachts, voliers 675

BAUVEUR de croisière 40 passagers, 38pi., acier, 2 moteurs volvo diesel, entièrement équipée, approuvé par G.C.C. soir, 455-4036.

Traversée de l'Atlantique

Homme de 27 ans, 10 ans d'expérience sur dérivier, désire se joindre à une équipe pour traverser l'atlantique en volier à l'éché 1987. Partagerais les frais. Montréal, 949-9297.

Voliers

2 Sonic 23 pi. Clark 24 pi., Northern 25 pi. Vente 2 pi.: 819-564-4636, 819-843-8539.

Voliers

ROULOTTES, tentes-roulottes, motorisées 687
JEAN LUSSIER MARINE L.TÉE. SPÉCIALISTE DU FIFTH WHEEL. Taurus, Cimarron, Glendette, Auhl, motorisés et 30 roulottes usagées. 1252, Principale, Granby (1-800)365-1206

Automobiles à vendre 695

CAMARO 85, impeccable, V-6 inject., automatique, bien équipée, stéro cassette, \$11,000., négociable. 626-7700, après 17h.

Automobiles à vendre 695

CAMARO BERLINETTA 1983, garantie transférable A-1 \$8,700. 725-9947.

Automobiles à vendre 695

CAMARO 238, 1985, 210,000km. blanche, automatique, T-Top, vitres valises électriques \$13,900 641-4060.

Automobiles à vendre 695

CHEVETTE 1984, 79,000 km., automatique, 2 portes, bonne condition. 1-825-2319.

Automobiles à vendre 695

CHEVROLET Bélair, 1977, en excellent état de fonctionnement, à besoin de travail sur carrosserie. \$650. 382-8541.

Automobiles à vendre 695

CHEVROLET Bélair 1965, parfaite condition, moteur 283, servo-freins, servodirection, peinture originale. \$5,000. 679-2797.

Automobiles à vendre 695

CHEVROLET CAPRICE CLASSIC 1983, moteur 305, équipement de luxe, 61,000 km., anti-rouille, garantie, très propre. \$10,000.00 655-9468.

Automobiles à vendre 695

CHRYSLER LE BARON décapotable, 1982, cur, 67,000 km., toute équipée, stéro, impeccable. A voir, \$9,000.00, 463-3761.

Automobiles à vendre 695

CHRYSLER NEW YORKER 77, en bonne condition. \$750. 642-5638.

Automobiles à vendre 695

CHRYSLER New Yorker Brougham 1977, 4 portes, 410 engin, climatisation, stéro, brun café, auto splendide, en parfait état, \$5,000. négociable, 486-4640.

Automobiles à vendre 695

CORVETTE 1961, 263, 270hp 4 vitesses, nouvel intérieur, toit neuf, peinture laquée, \$18,000. Brian, 453-2499.

Automobiles à vendre 695

DATSUN 300, 1981, 111,000 km., voiture, excellente condition, \$4,000. voir l'auto. Appelez 487-0378.

Automobiles à vendre 695

DODGE OMNI 40,000 miles, excellent condition, mécanique A-1, \$2,000.00 Mr. Karona, 686-3280, 733-5810.

Automobiles à vendre 695

FIERO 1985, 23,000 km., manuelle, Am-Fm cassette, 3 ans de garantie. Revert: 648-1550.

Automobiles à vendre 695

FIERO JT 1986½, nouveau modèle, rouge, automatique, toute équipée, \$17,500.00 négociable. Avant 16h. 30 394-6357, soir 351-8663. Joëlle.

Automobiles à vendre 695

HONDA ACCORD LX 1984, 4 portes, auto. équipement spécial, très bonne condition, fait voir, \$9,995.00 689-0107.

Automobiles à vendre 695

JAGUAR 1961, MARK II, 3 litres, 4 portes, sedan, excellent pour restauration. Beaucoup de travail mécanique rétroinstallée, compléte, \$6,600. Après 17h. 695-9422.

Automobiles à vendre 695

Jeep Cherokee 85, TOUTE ÉQUIPEE, 4x4, bas milage, \$14,000 656-2758.

Automobiles à vendre 695

MAZDA, 626, 1981, climatisé, détecteur radar, AM/FM stéréo 4H. P., \$3,800. Mike. 621-2551, 430-7981.

Automobiles à vendre 695

MERCEDES 250, 1971, 4 portes, 6 cylindres, 74,000 miles, automatique, «Classic». 697-7779.

Automobiles à vendre 695

MERCEDES 300 SD turbo diesel, 1982, ext. gris charcoal, int. cuir, impeccable. \$26,500.00 743-8184, 742-8480/8482 soir.

Automobiles à vendre 695

MERCEDES 300 SD 1983, impeccable, gris charcoal, intérieur tan, \$33,500.00. Vente privée. 722-7213, 353-8145.

Automobiles à vendre 695

MERCEDES 560SEL 1986, 3,000km., à moteur radar, AM/FM stéréo, rabais \$5,000, accepté par Mercedes 300E manuelle en échange. 843-6024.

Automobiles à vendre 695

MERCURY XR4Ti, 86, bleu-royal, intérieur gris cuir, 5,900km., toute équipée, \$24,800., négociable. 366-1454.

Automobiles à vendre 695

MERCURY LYNX 1985, auto. toit ouvrant, radio Am-Fm stéréo, \$8,000.00 ou meilleure offre. Luc. 692-8488.

Automobiles à vendre 695

MUSTANG 1979, intérieur blanc et extérieur noir, manuelle, \$2,800. 931-2167, 279-9246.

Automobiles à vendre 695

NISSAN 30

UN ÉGAL ENTHOUSIASME

DEUX CANDIDATS, deux styles, mais un même enthousiasme à l'égard de l'avenir de la métropole du pays. C'est la conclusion qu'a pu dégager l'équipe éditoriale à la suite de la visite effectuée au DEVOIR par les deux principaux candidats à la mairie de Montréal. À la faveur d'interviews qui, chacune, ont duré une heure et demie, M. Claude Dupras, leader du Parti civique (PCM), puis M. Jean Doré, président du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) n'ont sans doute pas fait de révélations étonnantes, comme on le constatera à la lecture du compte-rendu publié en page une aujourd'hui. C'est au-delà des déclarations et des engagements que les deux hommes ont été intéressants.

À moins d'une semaine du scrutin, c'est la performance de M. Dupras qui ne manque d'étonner ses auditeurs. Déjà, en fin de semaine dernière, le successeur du maire Drapeau à la tête du Parti civique a bouleversé toutes les prévisions en livrant un duel serré, dur et révélateur, à l'occasion du débat télévisé. M. Dupras a l'instinct du bagarier qui sait encaisser pour mieux répartir. Il a l'obstination qui caractérise les hommes patients.

En quelques semaines, ses positions se sont précisées. De toute évidence, il maîtrise mieux les dossiers de la politique et de la vie municipales. Il a rapidement assimilé la complexité de l'administration de Montréal. Il se refuse à faire de l'hôtel de ville le parlement d'un mini-État. Il tient mordicus à maintenir la politique municipale au niveau de l'administration des services. C'est là que doit se concrétiser cette notion de *faire-faire* empruntée par toutes les personnalités politiques en quête de modernisme. Maire et parti au pouvoir au lendemain du 9 novembre devront favoriser le développement d'une ville qui a retrouvé, à l'évidence, la satisfaction de M. Dupras, le paysage des rues et le bruit des marteaux-pilons.

Avec une conviction qui s'affiche sans ménagement, une ferveur qui se révèle nettement mieux qu'au début de cette longue campagne, M. Dupras présente avec fierté le programme, le premier manifeste de l'histoire du Parti civique. Il tente tant bien mal de se démarquer de l'héritage de la précédente administration sans pour autant voiler son admiration pour l'actuel maire de Montréal.

Le discours de M. Jean Doré se situe à un tout autre palier. On veut bien croire le chef du RCM quand il insiste sur le danger de dérapage durant les derniers kilomètres. Porté par les sondages depuis plusieurs mois déjà, il doit multiplier les appels à la prudence, encourager ses troupes à ne pas crier victoire avant le dépouillement du scrutin. C'est de bonne guerre et de saine stratégie,

mais l'impression fondamentale contredit cette prudence affichée et ré-affirmée.

On a la nette impression de se trouver en face d'un homme déjà habité par la conviction de sa victoire. Pas de conditionnel pour nuancer projets et affirmations. M. Doré utilise le futur affirmatif. La campagne peut se poursuivre : déjà c'est le début du mandat qui le préoccupe visiblement. De semaine en semaine, de mois en mois, à compter du 10 novembre les échéances ne relèvent d'aucune abstraction.

Avec l'appui d'un comité de transition, le leader du RCM a déjà franchi l'étape des projets généraux, mais vagues. De programme de parti en priorités administratives, la sagesse s'est insérée dans un cheminement qui a profondément transformé l'image du Rassemblement des citoyens de Montréal. Réassurant les milieux d'affaires, rassembler une clientèle francophone acquise depuis un quart de siècle au maire Jean Drapeau : c'est le défi qui a été patiemment relevé par Jean Doré.

Aucune révélation inédite, aucun fait nouveau durant ces deux entretiens. Tout a été dit et redit, à l'image d'une fin de campagne qui s'étiole en rééditions successives. Derrière mots et projets, à l'ombre des engagements et des certitudes, une impression se précise. Si le successeur de M. Drapeau à la tête du Parti civique avait bénéficié de quelques mois de plus, la lutte aurait été très différente, à tout le moins très serrée. Il faut reconnaître à M. Dupras une capacité d'absorption, d'imprégnation des règles du jeu qui révèle un instinct très profond. Encore une fois, sans vouloir ré-écrire l'histoire, la démission tardive de M. Drapeau n'a pas facilité la tâche à celui à qui fut refusé le titre de dauphin.

Héritier d'un parti qui a toujours épousé le vieux modèle des organisations de notables, M. Claude Dupras tente visiblement de tourner une page écrite depuis longtemps, sans pour autant fermer le livre qui n'a connu qu'un seul auteur. À regarder M. Dupras adopter rapidement la stature d'un candidat sérieux, on comprend le dépit de nombreux organisateurs du Parti civique. La nécessité du changement, qui semble polariser les attentes des électeurs de Montréal, exigeait autre chose que l'entente et tergiversation.

Outre la révélation progressive d'un candidat impressionnant, l'actuelle campagne électorale aura surtout permis de comparer deux programmes, deux visions du Montréal de demain. Exception faite de quelques incidents de parcours à verser au recueil des gags savoureux, la vie politique municipale s'est déjà engagée dans une voie différente qui témoigne d'une maturité stimulante.

— PAUL-ANDRÉ COMEAU

Un atterrissage ardu

LES CF-18 atterriront donc à Montréal, à la grande satisfaction de la population de la métropole et du Québec. Mais dans ce pays impossible, le bonheur des uns fait souvent le malheur des autres. Pendant que le Canadien célèbre la victoire et esquisse déjà de nouveaux plans pour l'avenir, le groupe Bristol et les gens de Winnipeg ne cachent pas leur mécontentement devant ce qu'ils qualifient de « favoritisme politique ».

Le gouvernement fédéral faisait face à un choix certes difficile, mais il aurait pu contenir la grogne qui l'attendait s'il n'avait pas fait preuve d'autant d'incertitude et d'hésitation. Réussi malgré tout, l'atterrissage n'en fut pas moins ardu.

Ottawa devait choisir entre trois consortiums pour attribuer un important contrat d'entretien — évalué à plus de \$1,2 milliards — des 138 avions de chasse : Canair et CAE de Montréal, Bristol Aerospace de Winnipeg et IMP d'Halifax. Comme il n'était pas question de séparer la poire en deux ou en trois, mais de la céder en entier, on comprend que le gouvernement ait hésité et que les

lobbies régionaux aient multiplié les pressions pour décrocher une décision qui leur soit favorable.

Les Montréalais ont insisté particulièrement dans leur plaidoyer sur les arguments d'ordre économique, mettant en évidence, notamment, les nombreuses retombées technologiques dont Canair et l'ensemble du pays pourraient profiter, car cette entreprise était la seule proprement canadienne parmi les trois concurrentes. La société de Ville Saint-Laurent était en fait l'unique consortium capable d'assurer la pleine « canadienisation » de l'impact technologique.

Les partisans de Montréal ont soutenu aussi le fait, avec raison, que les effets sur l'ensemble de l'industrie aéronautique seraient plus grands si le contrat d'entretien était exécuté dans la métropole qui fournit près de la moitié de la production canadienne dans ce secteur.

De leur côté, les partisans de Bristol et de IMP invoquaient la compétence de leur entreprise. En réalité, chacun des trois consortiums pouvait remplir convenablement le

contrat d'entretien. Le choix devait donc s'appuyer sur des critères plus globaux, prenant en considération non seulement les facteurs proprement économiques mais aussi politiques.

Personne n'était assez dupe pour croire qu'une telle décision ne refléterait, quelle qu'elle fût, un certain calcul politique. Si le gouvernement avait arrêté son choix sur Bristol, le Québec n'aurait-il pas accusé Ottawa de pratiquer le « favoritisme » ?

Le gouvernement Mulroney savait qu'il devait faire un choix impopulaire. En se montrant hésitant, en exhibant aux quatre coins du pays ses tergiversations, il a suscité lui-même la mobilisation des groupes de pression autour des soumissionnaires, avec le résultat que l'on voit aujourd'hui.

Les conservateurs fédéraux auraient grand intérêt, dans l'avenir, à manifester plus de conviction et de détermination s'ils veulent éviter un éventuel atterrissage en catastrophe.

— ALBERT JUNEAU

Un signe de notre maturité

FAIT SANS précédent dans la jeune histoire du mécénat québécois : un directeur de galerie, M. Gilles Corbeil, décédé accidentellement en mars dernier, lègue la plus grande partie de ses biens, soit une valeur d'un million de dollars, à la Fondation Émile-Nelligan pour la création d'un prix littéraire important. Les intérêts de ce fonds permettraient l'attribution d'un prix annuel de plus de \$50,000.

La nouvelle étonne et réjouit. Car au Québec le mécénat se fait plutôt rare et ne concerne pas souvent le domaine littéraire. Surtout, nous n'avons pas ici, comme aux États-Unis, un mécénat traditionnel assumé par des entreprises privées et des fondations. Chez nous, le soutien aux arts est dévolu principalement aux divers gouvernements. Ce système subventionnaire a ses avantages et ses défauts. Le plus souvent, les affaires culturelles ne pèsent pas lourd dans les budgets des affaires publiques, ni à Montréal, ni à Québec, ni à Ottawa. Le produit culturel est considéré tantôt comme un luxe nécessaire, tantôt comme une résistance à l'ordre établi, par les hommes et les femmes politiques.

Mais dans une démocratie comme la nôtre, la vie culturelle ne doit-elle pas se développer aussi avec la participation des intérêts privés ? Les biens culturels doivent-ils être soutenus par les seuls gouvernements ? Au Québec, on commence à peine à se défier de l'idée que l'art appartient aux élites et aux gouvernants. Quelques entreprises privées soutiennent des organismes comme le TNM ou décernent des prix importants dans le domaine des arts, des

lettres et des sciences. Mais les exemples ne pleuvent pas. Fonder un mécénat va de pair avec la confiance en soi.

En ce sens, le geste de feu Gilles Corbeil est un acte de pionnier. Fils d'industriel et veuve du poète Émile Nelligan, M. Corbeil a passé sa vie dans les arts. Musicien, homme de théâtre, puis fasciné par la peinture, ami de Stravinsky et de Borduas, il a finalement dirigé avec succès une galerie d'art et lancé la carrière de plusieurs peintres. Aujourd'hui, les fruits de son travail d'esthète et d'homme d'affaires reviennent au monde des arts et des lettres. Et ce, d'une façon spectaculaire, puisque le Prix Gilles-Corbeil vaudra à ses récipiendaires des bourses plus importantes que celles du Prix Molson du Conseil des Arts du Canada et du Prix Athanase-David attribué par le gouvernement du Québec.

Déjà, en 1969, voulant perpétuer la figure mythique de son oncle, M. Corbeil avait créé la Fondation Émile-Nelligan, qui remet un prix de poésie annuel de \$3,000 à même les droits d'auteurs du poète. Ainsi pourrait-on dire que c'est Nelligan lui-même qui offre le prix à ses héritiers littéraires !

Désormais, avec le Prix Gilles-Corbeil d'une valeur de plus de \$50,000, la Fondation Émile-Nelligan devient un moteur imposant de notre vie culturelle. Pour son président, l'éditeur et poète Gaston Miron, le geste posé par M. Corbeil valorise la culture du Québec. « Il a eu confiance en notre culture et en notre littérature », dit l'auteur de *L'Homme rapallé*. À son tour, ren-

dant hommage à son ami Gilles Corbeil, le vice-président, l'essayiste Pierre Vadeboncoeur, a souligné l'attachement du mécène à la culture québécoise et son « honnêteté qui lui faisait deviner et détester les fraudes intellectuelles. »

Au moment où le gouvernement de M. Mulroney ainsi que les groupes Power Corporation et Lavalin confient à la seule Académie française le soin d'administrer un cadeau de \$600,000 pour le Prix de la Francophonie (seul Paris jugera de la qualité des autres littératures de langue française, y compris la nôtre), il est bon de voir un Québécois faire d'abord confiance à sa propre culture et à la littérature qui la nourrit.

Mais que fera-t-on, en fait, du million de M. Corbeil ? Pour M. Jean-Paul L'Allier, secrétaire-trésorier de la Fondation, il ne s'agira pas d'un seul « prix de compte en banque ». La Fondation voudra en faire un événement et même l'accompagner si possible d'autres prix dans le domaine des arts. La Fondation se donne un an pour décider de sa façon d'assumer ce noble héritage.

Aujourd'hui, le geste exceptionnel de Gilles Corbeil correspond à une marque de confiance envers la réalité culturelle québécoise. L'initiative du veuve de Nelligan devrait inciter d'autres millionnaires à considérer nos artistes et nos écrivains comme les héritiers légitimes d'une tradition culturelle et d'une littérature uniques en Amérique. Ce million devient plus qu'un symbole de notre identité québécoise : c'est un signe de notre maturité culturelle.

— JEAN ROYER

David Ryan et Goliath Gobeil

QUÉBEC

GILLES LESAGE

IL ÉTAIT inévitable que des tensions se manifestent un jour ou l'autre entre les membres de l'équipe ministérielle de M. Bourassa. Il serait exagéré de parler de désaccords fondamentaux, mais il y a à tout le moins des perspectives et des accents différents, selon que les ministres peuvent être classés dans les « économiques » ou parmi les « sociaux ». On a déjà une belle illustration de ce style divergent dans les escarmouches feutrées entre MM. Paul Gobeil et Claude Ryan. Une espèce de lutte inégale entre deux « géants » : l'État-Prévigo et... Le DEVOIR. Goliath et David.

Le président du Conseil du trésor, dont le nom reste accroché au rapport Bélanger-Lortie-Marcoux, est commis à la dure tâche d'assainir les finances publiques, notamment en contenant le déficit sous la barre fatidique des \$3 milliards, et de respecter la capacité financière des Québécois, tout en préservant les grands acquis sociaux. Pour sa part, tout en étant d'accord avec ces lourdes contraintes, le ministre de l'Éducation ne croit pas que c'est en modelant son action sur celle du secteur privé que l'État s'acquittera au mieux de ses responsabilités propres et de son rôle d'arbitre du bien commun. M. Gobeil et ses pairs entretiennent une méfiance instinctive envers l'État ; à l'inverse, M. Ryan et quelques autres pensent que le gouvernement n'est pas un mal nécessaire, à comprimer à l'extrême, mais la plus haute et durable émanation d'un vouloir-vivre collectif.

Il suffit de relire, d'un côté, le rapport Gobeil et, de l'autre, les commentaires officiels et officieux de M. Ryan, pour se rendre compte qu'un monde, issu d'une formation, d'une expérience et d'un style différent, sépare les deux ministres et leurs congénères.

Un exemple. Soucieux de ne pas se faire gruger la part du gâteau, pourtant importante, qui est la sienne, aux prises avec les cisailleurs du Trésor, lui-même incapable de limiter les appétits voraces, M. Ryan a suscité et écouté,

pendant cinq longues semaines, les doléances du monde universitaire. Au terme de ces studieuses audiences, il concluait que le sous-financement du réseau universitaire est un fait solidement établi, et que le gouvernement ne peut se dérober à ses responsabilités à cet égard.

Quelques jours plus tard, M. Gobeil, qui semblait avoir pris ses distances depuis juillet, se porte à la défense et à l'illustration du rapport qui porte son nom, devant le Canadian Club de Montréal. Comme par hasard, parmi tous les exemples qu'il pouvait prendre, il s'attarde à celui des universités. « Malgré le fait que le Québec consente à l'enseignement universitaire un effort financier comparable et même supérieur à celui de bien d'autres sociétés, dit-il, les universités se plaignent de sous-financement. »

De l'exercice pédagogique de M. Ryan, M. Gobeil tire les conclusions suivantes : les administrateurs publics ont probablement raison de remettre en question le cadre de gestion en vertu duquel le seul bailleur de fonds est l'État ; mais il doute de leur appréciation voulant que le principal ou unique remède soit l'augmentation du financement provenant du gouvernement ; en revanche, le rapport Gobeil a visé juste et ouvre une voie plus prometteuse, fondée sur la décentralisation des ressources et la responsabilité des institutions et des gestionnaires. Et vlan, M. Ryan !

Jeudi, devant les administrateurs de collèges, le ministre de l'Éducation a fait une véritable mise au point, sinon une mise en garde, à M. Gobeil et à ses semblables. Les concepts d'efficacité, de souplesse et d'économie ne sont pas exclusifs à un seul secteur privé, rappelle-t-il avec pertinence, d'autant que les décisions relevant du secteur public ne se fondent pas sur des arguments de nature purement économique. « Si on retraçait l'évolution des grandes entreprises qui font souvent la leçon à l'État, on trouverait des exemples de gaspillage et d'erreurs administratives. Je m'érige en faux contre cette légende suivant laquelle les vertus d'efficacité seraient propres et exclusives au secteur privé, et suivant laquelle le secteur public devrait se mettre à l'école de l'autre

pour les acquérir. »

Certes, M. Ryan, pas plus que M. Gobeil, ne nomme ses cibles, mais elles sont claires dans l'un et l'autre cas. Chose certaine, le ministre de l'Éducation, qui protège son territoire et veut, si possible, l'agrandir, n'est pas un tenant de l'État-entreprise ou Provigo. « Un devoir de conservation s'impose à nous comme attitude première. Il ne faudrait pas mettre la hache dans l'État moderne que nous nous sommes donné, sous prétexte de faire comme M. Reagan aux États-Unis ou comme Mme Thatcher en Angleterre... Ou pour satisfaire des iconoclastes. » David Ryan dit à Goliath Gobeil que le secteur public doit donc continuer d'offrir à la population les services de base en matière d'éducation, de santé et de culture, notamment à cause des coûts en cause et de la nécessité de les offrir à tous sans distinction.

Hier, bon prince, M. Gobeil s'est plu à voir dans les propos de son collègue non pas un avertissement, mais un simple rappel des faits. Avec lequel le président du Trésor se dit entièrement d'accord. Tant mieux si c'est le cas. Mais les textes parlent par eux-mêmes. M. Ryan a nettement pris ses distances avec les principales recommandations du rapport Gobeil le concernant, alors que le président du Trésor les présente comme des voies prometteuses. S'il n'y a pas là un *casus belli*, il y a à tout le moins un déplacement de priorités et un conflit de générations... idéologiques.

Ce qui va se passer désormais est prévisible, surtout de la part de M. Bourassa, conciliateur par excellence. Le premier ministre réarmé sait que M. Ryan constitue une caution morale de taille, un élément important de la crédibilité de son gouvernement aux yeux d'un certain nombre de personnes. Il en a donc besoin, comme aussi de Mme Lavoie-Roux. Mais M. Gobeil est aussi nécessaire pour comprimer et contraindre, pour serrer la vis, en arriver à des équilibres budgétaires.

Difficile équation. Le secret de M. Bourassa réside à faire travailler ensemble, malgré tout, MM. Ryan et Gobeil. Selon son habitude, il ne choisira pas entre Provigo et le DEVOIR.

Les journalistes du DEVOIR

LA DIRECTION du DEVOIR a procédé, ces dernières semaines, au réaménagement des responsabilités confiées aux cadres et journalistes qui composent sa Rédaction. Cette répartition des tâches devrait permettre à nos lecteurs de mieux apprécier l'effort consenti par LE DEVOIR pour assurer une large « couverture » des différents secteurs d'activités.

Directeur de l'information : Jacques Chabot.

Directeurs adjoints : Guy Deshaies et Pierre Godin.

Adjoints au directeur de l'information :

— Pages internationales : Paule Des Rivières

— Rubriques sportives : Louis-Guy L'Heureux

— Cahier PASSEPORT et information touristique : François Le-

menu

— Cahier économique : Paul Durivage

— Cahier culturel : Robert Lévesque.

Correspondants parlementaires :

— À Québec : Gilles Lesage

— À Ottawa : Bernard Descôteaux.

Journalistes chargés de secteur :

— Affaires sociales : Renée Rowan et Laurent Soumis

— Vie politique : Pierre O'Neill

— Affaires municipales : Alain Duhamel

— Relations de travail et vie syndicale : Clément Trudel, également chargé de l'Année de la paix

— Éducation et vie universitaire : Michel Arseneault

— Environnement et conservation : Louis-Gilles Francoeur

— Justice, langues officielles :

Jean-Pierre Proulx.

Module « économie » : Jean Chartier, Claude Turcotte, Jocelyn Dumas et Gilles Gagnon.

Module « culture et vie artistique » : Angèle Dagenais, Nathalie Petrowski, Jean Royer et Marc Morin.

Rédaction « générale » :

— Marie Laurier (affaires religieuses)

— Bernard Morrier (affaires judiciaires)

— François Barbeau (vie montréalaise)

— Sylvain Blanchard.

Centre de documentation :

— Gilles Paré, responsable.

Photographe : Jacques Grenier.

Journalistes en congé d'études : Carole Beaulieu et Jocelyn Coulon.

— PAUL-ANDRÉ COMEAU
rédacteur-en-chef.

LETTRES AU DEVOIR

Préparons l'après-décadence

LE CANADA fut français pendant 226 ans, soit de 1534 à 1760, il fut anglo-saxon par après, pendant 226 ans également, de 1760 à 1986. Cet anniversaire aurait pu être fêté, il semble, en tentant d'accorder aux francophones « pancanadiens » une juste reconnaissance de leurs droits de par tout le pays.

La cause des francophones a marqué des points au niveau fédéral ces dernières années, c'est maintenant au niveau provincial que s'amorce une dangereuse détérioration.

Depuis l'avènement du nouveau gouvernement à Québec, la loi 101 a été bazarisée et ses défenseurs, défenestrés. Il n'y en a plus que pour le bilinguisme, ce subtil agent de l'assimilation en douceur. Nous revenons en catimini à la sinistre époque du « Shopping Centre d'Achats ». Le *bling* (appellation ironique du « bilinguisme ») se repointe plus agressif que jamais.

Notre gouvernement ne veut plus combattre, car la langue, y'a rien là pour un État-Prévigo. Le temps est à la privatisation et le français semble parfois faire partie de ce mouvement de liquidation.

Au Canada, les francophones ne constituent plus que 25 % de la population, et en l'an 2000, ce pourcentage aura baissé à 17 %. Le déclin québécois va bon train comme on le voit. Y a-t-il encore quelqu'un quelque part pour s'en soucier ? Face à la dénatalité, au SIDA, au suicide des jeunes et au

crack, qu'avons-nous à opposer ? Sans compter que le chômage « informatique », la future invasion du libre-échange, les pluies acides et la pollution remettent eux aussi notre survie en question.

C'est un signe des temps si un film québécois comme *Le déclin de l'empire américain* obtient un succès international en 1986. C'est qu'il offre une peinture réaliste des mœurs présentes et donne l'heure juste sur l'état de délabrement de certains milieux de notre société actuelle.

Ne serait-il pas temps que nous préparions l'après-décadence et nous engageons dans la réforme de notre société malade ? Sans juger personne, sans blâmer qui-conque, sans moraliser.

— CLAUDE FAFARD

Québec, le 20 octobre.

Notre choix est fait

MARDI 21 octobre, 6 hrs am. : le mouvement de grève de l'UQAM est enclenché. Les étudiants et étudiantes arrivent par dizaines dans le but de bloquer les entrées des principaux pavillons de l'université. Principal objectif : défendre leur droit bien légitime à l'éducation, et ce, dans la non-violence.

Notre action est motivée par le désir de voir se concrétiser un projet de société où la gratuité scolaire à tous les paliers de l'éducation serait une réalité. Qu'on cesse donc de nous comparer au reste du Canada — duquel de toute façon je ne considère plus faire partie — ou aux États-Unis, où, notons-le, le régime fiscal est totalement différent du nôtre. Pourquoi ne pas plutôt regarder outre-mer, comme en France ou en Allemagne où l'université est gratuite pour toutes et tous ?

Il serait peut-être temps de s'asseoir pour décider de ce que l'on veut comme société : désire-

t-on retourner au Québec de Duplessis où les francophones étant, pour la majeure partie, sans éducation, se voyaient être facilement manipulés par l'État et le clergé, ou alors, une société juste, peuplée de gens conscients et éduqués, qui travaillent ensemble à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Pour moi, le choix est fait : jamais je n'abandonnerai mon droit à l'éducation à une petite poignée de bourgeois — ce n'est pas un compliment — méprisants et inconscients qui ne veulent que terminer leur BACC, pour entreprendre au plus vite leur carrière de « boss oppresseur » !

— Manon Paquin
et 25 autres personnes ont signé cette lettre

LE DEVOIR

LE DEVOIR est publié par l'Imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Sacrement, Montréal, H2Y 1X1. Il est composé et imprimé par Imprimerie Dumont, Division du Groupe Quebecor Inc., dont les ateliers sont situés au 7743, rue Bourdeau, LaSalle. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR. LE DEVOIR est distribué par Messagerie Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., située au 775, boul. Lebeau, St-Laurent.

LIVRAISON À DOMICILE QUOTIDIENNEMENT PAR PORTEUR :

— \$3,25 par semaine

le samedi seulement = \$1,00

Pour information :

à Montréal: 332-3891

à Québec: (418) 687-2021

Livraison par porteur :

Édition quotidienne = 139\$ par année

75\$ 6 mois

39\$ 3 mois

Livraison par la poste :

Édition quotidienne = 145\$ par année

79\$ 6 mois

42\$ 3 mois

Pour information (514) 844-3361

Courrier de deuxième classe; enregistrement numéro 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

DES IDÉES, DES ÉVÉNEMENTS

Les deux langues sur le même pied ?

UN ANCIEN ministre libéral francophone, important dans le cabinet Trudeau, disait alors qu'il était encore en fonction, mais avant le référendum, qu'il trouvait tout naturel que « Montréal ait un caractère aussi résolument français que Toronto était anglaise ». Ce n'est certes pas ce qui est en train de se passer à Montréal. Avec le retour à l'affichage bilingue dans un contexte de discrète invitation à la délinquance, on enlève le plâtre bien avant que la jambe ne soit guérie.

Quand deux langues et deux cultures coexistent, le défi des uns devient d'une certaine façon le problème des autres.

Un linguiste francophone de grande réputation qui connaît le Québec depuis vingt ans pour y être venu des dizaines de fois, le Belge Joseph Hanse, disait il y a quelques années en parlant de nous : « Dans votre pays, mettre les deux langues sur le même pied équivaut à mettre les deux pieds sur la même langue. » L'image est forte. Est-elle si fautive ?

La langue, c'est d'abord un affaire de cœur pour ceux qui la parlent et qui y croient, même si ce peut être une affaire de droit et d'argent pour les autres.

Bien sûr, la question linguistique a des aspects constitutionnels, judiciaires et législatifs qui ne peuvent être négligés. Le commissariat canadien aux langues officielles est une création politique plutôt que l'émancipation d'une volonté populaire de faire du Canada un pays bilingue. Il ne se passe pas un mois sans qu'avec raison le commissaire aux langues officielles, heureusement protégé du fait que sa nomination dépend du Parlement plutôt que du gouvernement ou d'un parti, ne dénonce malgré quelques es-

poirs ici et là, l'avortement des efforts faits, l'insuffisance des ressources consacrées afin que le Canada devienne un pays ayant quelques traits de bilinguisme crédibles et vérifiables.

N'est-ce pas le sénateur Davey, à moins que ma mémoire ne me fasse défaut, qui écrivait récemment que, quant à lui, la question était de savoir si, dans un Canada essentiellement anglophone, le Québec y serait un jour une province bilingue ou s'il réussirait à s'y maintenir comme province essentiellement francophone.

Il y a quelque chose de faux, d'agaçant, de petit même à n'aborder et à ne présenter la question linguistique québécoise que sous l'angle de la loi, des droits, des décisions judiciaires ou même du cadre constitutionnel. Toute cette quincaille d'avocat n'a de sens en effet que lorsqu'elle correspond non pas au plus petit commun dénominateur, non pas aux engagements politiques pris en faveur d'une communauté minoritaire même si elle représente 30 % de l'électorat d'un parti et peut-être 70 % de sa caisse électorale, comme le disait récemment un journaliste de Radio-Canada, mais bien aux intérêts autant qu'à la volonté profonde d'une société et d'un peuple d'être et de se développer avec cette langue plutôt que malgré elle.

Lorsque les parents demandent que l'on enseigne l'anglais dès les premières années du cours primaire, les sondages le diraient aussi si la question était posée, c'est qu'on les a convaincus que c'était de cette façon qu'ils pourraient donner à leur progéniture l'outil de travail que peut constituer la langue anglaise pour quiconque veut graver les échelons du progrès économique dans notre société.

Il est sans doute exact que l'anglais est utile et même essentiel, au-delà des petites affaires qui nous concernent et que nous faisons entre nous. Mais pour en acquérir une connaissance qui permette effectivement la promotion économique réelle, il faudra bien plus que quelques heures d'anglais, la plupart du temps dispensées par des francophones, ne conduisant qu'à une connaissance passive et approximative tout juste suffisante pour permettre aux jeunes élèves de regarder plutôt les émissions de télévision en anglais dont la version française mettra de toute façon

teront la langue, la culture et la façon d'être d'un Québec encore aujourd'hui un peu différent mais encore tout à fait capable de vouloir et de prétendre à autre chose qu'à une intégration et à une assimilation moins lente qu'on ne peut le penser.

Vivre et se développer au sein d'une société résolument francophone mais largement ouverte sur les autres, c'est, pour les Québécois, un défi constant, stimulant et vivifiant.

Percevoir la langue et la culture des Québécois comme un problème, une contrainte, un handicap

que minimiser comme il se doit les risques de même que les coûts et les contraintes difficiles, la normalisation la plus poussée possible du Québec par rapport à l'ensemble canadien. Nos différences sont alors plutôt nos handicaps que les avantages que nous aimons bien voir, entre nous.

Mais aussi longtemps que le Québec est, dans les faits, une société politique, sociale et culturelle différente de l'ensemble canadien à plus d'un point de vue, aussi longtemps qu'il dispose des outils, des instruments et des institutions qui lui permettraient, s'il en avait la volonté de se développer autant mais peut-être autrement que les autres, aussi longtemps que ses choix d'investissements, en matière sociale, en matière d'éducation ou en matière d'organisation économique peuvent effectivement ne pas être les mêmes que ceux qui se font en Ontario et malgré l'essentielle complémentarité, le Québec peut encore prétendre à un statut, à l'affirmation et à la reconnaissance d'une personnalité, à une certaine spécificité qui lui sont essentiels non pas comme gage de reconnaissance de ce qu'il a été dans le passé mais plutôt comme espace nécessaire à définir son avenir. Mais c'est d'abord lui qui doit se reconnaître avant de l'exiger des autres.

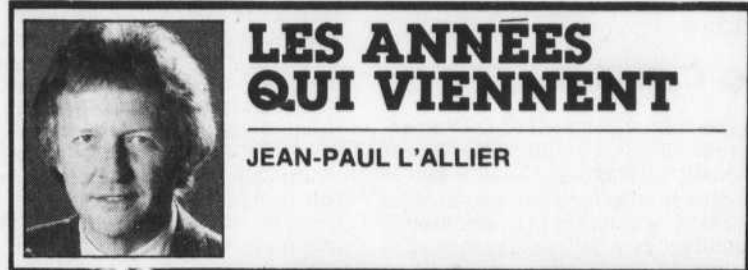
Ne reconnaître au Québec qu'une dimension économique, avant et au-delà de la politique, de la société francophone qui y vit et des éléments culturels qui la caractérisent jusque dans ses racines, c'est choisir dans les faits l'intégration pour ne pas dire l'assimilation. La choisir au niveau d'un gouvernement est une chose, faire ce choix et l'accepter au niveau de la population est une autre. Quel qu'ait

été le vote des québécois au moment du référendum de 1980, il y a tout à parier qu'une très grande majorité d'entre eux n'ont pas fait celui-là, même au moment de dire non.

Pour ceux qui ont choisi le Québec économique, toutes les questions de langue, de culture et de spécificité, d'appartenance, de solidarité et de vie autant que de développement en français ne sont pas des défis : ce sont des handicaps et des problèmes. C'est dans ce contexte plus large qu'il faut analyser l'évolution de la situation linguistique du Québec ces temps-ci.

Si le gouvernement élu à Québec, quel que soit le parti qui le forme, accepte de nous définir et de nous gérer comme une minorité, il n'y a pas à se surprendre alors que les nouveaux arrivants cherchent plutôt à s'intégrer et à s'associer à d'autres qu'à nous. Il n'y a pas à se surprendre non plus que les anglophones de cette province y voient enfin la reconnaissance de ce que bon nombre d'entre eux ont toujours considéré comme la seule vérité : ils ne sont pas ici une minorité mais bien, en fait, les membres, les représentants et une partie intégrante et indissociable de la seule majorité canadienne, celle qui il n'y a pas si longtemps s'est donnée une constitution sans le Québec, péquiste ou libéral.

Aujourd'hui, un peu comme dans un rêve, on a l'impression que se remettent en place ici et là mais selon le plan d'une inexorable mise en scène, tous les éléments pour recréer la polarisation, les durcissements et les affrontements qui suscitent toujours l'arrogance et l'intolérance, indissociables conséquences de la rupture des équilibres linguistiques.



LES ANNÉES QUI VIENNENT

JEAN-PAUL L'ALLIER

une ou deux années à leur parvenir.

En lui-même, l'objectif de la maîtrise d'une langue seconde est bon. Le moyen proposé ici est un mirage qui ne peut conduire qu'à l'affaiblissement d'une société déjà faible et dont personne ne peut dire cependant qu'elle a renoncé à être et à se développer en français. Il n'y a pas d'un côté, les problèmes linguistiques et de l'autre, les problèmes économiques et sociaux.

En axant tout sur l'économie, en faisant de l'économie une religion dont les grandes entreprises sont les églises, une kyrielle de choix conséquents s'imposent par la force des choses dont bon nombre, en toute logique, affectent et affecteront

à surmonter pour faire des affaires, une charge financière permanente qui hypothèque la capacité concurrentielle de nos entreprises, un ensemble d'irritants pour les vrais canadiens ou une taxe spéciale sur le développement, c'est plutôt voir les choses dans l'optique de « l'autre majorité » pour qui effectivement la cohabitation oblige avec un Québec francophone au sein du Canada peut présenter de tels traits, à tout le moins vu de l'extérieur.

Le choix de l'économie avant toute chose exige, si on veut respecter toutes les règles d'efficacité, de rentabilité et de décisions qui se pratiquent dans l'entreprise, autant

Les mémoires de René Lévesque : un témoignage

DORVAL BRUNELLE

L'auteur est professeur au département de sociologie de l'UQAM

ON PEUT d'ores et déjà situer les opinions qui ont été émises à propos du livre de l'ancien premier ministre, René Lévesque, en les regroupant autour de deux pôles. Selon l'approche maximaliste, défendue surtout par des compagnons de route comme Yves Michaud ou Claude Morin, la valeur de l'oeuvre tient à la fois à sa qualité d'écriture et au fait qu'il s'agit d'une première dans les annales mémorialistes canadienne et québécoise. Selon l'approche que je qualifierais de minimaliste, soutenue essentiellement par des commentateurs politiques et des journalistes comme Lise Bissonnette, Graham Fraser, Normand Girard ou Gilles Lesage, le livre souffrirait de lacunes et d'omissions telles que sa crédibilité en tant que document d'analyse serait fâcheusement compromise.

Je voudrais, dans les lignes qui suivent, proposer une autre interprétation, tout en fournissant quelques réflexions critiques au sujet des deux approches esquissées.

En premier lieu, il me semble inapproprié d'avancer que la contribution de René Lévesque est une initiative originale. Si l'on rappelle parfois que Lester Pearson a également écrit ses mémoires — bien que le troisième et dernier tome ait été rassemblée après sa mort par deux historiens —, on omet d'indiquer que John Diefenbaker l'a fait également, voire Mackenzie King, encore que, dans son cas, le délai de plus de trente années qui s'est écoulé entre la fin de sa carrière et la diffusion de son journal a contribué pour beaucoup à en désamorcer l'impact.

Sur la scène provinciale le phénomène est plus rare, à part Joey Smallwood, le seul nom qui me vient à l'esprit, c'est celui d'Antonio Barrette qui n'a publié que le premier volume de ses mémoires en 1966.

Cependant, dès que l'on quitte le statut de premier ministre pour englober maintenant les anciens ministres ou chefs d'opposition, la liste s'allonge interminablement. Pour ne citer que quelques auteurs de mémoires politiques publiés depuis 1960, il faudrait aligner les noms suivants : Pierre Sévigny, Judy LaMarsh, Bona Arsenault, Lionel Bertrand, Georges-Émile Lapalme, François Cloutier, Gérard Pelletier, Jean Chrétien, voire John Roberts et Donald Johnston, encore que dans



ces deux — peut-être trois — derniers cas, la dimension mémorialiste le cède souvent à la défense d'une nouvelle alternative politique dont l'auteur prétend être le fer de lance.

Mais ce qui est plus significatif pour moi, propos, c'est un phénomène encore plus intéressant auquel, me semble-t-il, on n'a pas encore accordé toute l'attention voulue, à savoir que les plus prolifiques sur le dévoilement de leur cheminement politique, ce sont les péquistes ou ex-péquistes, en commençant par Jérôme Proulx, Gilles Grégoire, Rodrigue Tremblay, Lise Payette, Claude Charron et Pierre de Bellefeuille. Il faudrait sans doute ajouter à cette liste les noms de militants désillusionnés, en conséquence de quoi nous pourrions conclure que la diffusion des tourments nationalistes est une manifestation privilégiée de la québecitude et, il faut s'empresseur de

l'ajouter, comme de toute nationalité d'ailleurs.

En d'autres mots, en faisant oeuvre de mémorialiste, René Lévesque cédait moins à la tentation de l'analyse qu'à celle du témoignage et, en ce sens, sa contribution — verve en sus — rejoint les dépositions de Paul Gouin, de Maxime Raymond, de René Chaloult ou de Jean-Marie Nadeau, dont il a signé la préface des *Carnets politiques* parus en 1966. Or, si l'on situait l'ouvrage de René Lévesque dans cette perspective, il me semble qu'il s'agit d'un apport majeur et capital à l'étude de la condition québécoise ; mais avant d'en arriver là, il faut faire droit aux critiques qui lui reprochent d'avoir escamoté la relation des faits.

Il y a deux façons de procéder ici : on peut soit relever les lacunes, soit comparer ce que l'auteur a accompli avec ce que ses prédécesseurs ont

réalisé.

Au premier niveau, il ne fait pas de doute que le livre de René Lévesque est plein de trous : non seulement plusieurs événements sont passés sous silence, comme l'accident de voiture de l'hiver 76 ou les remaniements ministériels, mais surtout, certaines circonstances importantes sont indiquées de manière tellement elliptique que l'analyste désespère de pouvoir les décoder. Je pense, entre autres, à cette salle où René Lévesque se retrouve « deux heures après » son éjection du Parti libéral et « dont les murs menaçaient de craquer » (page 292).

Est-il question ici, comme je le pense, de la réunion des États généraux du Canada français ? Même si les assises nationales se tenaient du 23 au 26 novembre 1967, on sait que cet événement a compté pour beaucoup dans le lancement du Mouvement souveraineté-association. Toutefois, les « deux heures après » portent à croire qu'il s'agit de tout autre chose. Pire, qu'il s'agisse ou non des États généraux tenus à ce moment-là sous la présidence de Jacques-Yvan Morin, la jonction n'est jamais clairement établie par René Lévesque lui-même. Or, s'agissant d'un élément majeur dans le lancement du MSA, on aurait souhaité quelque éclaircissement, dans un sens ou l'autre d'ailleurs.

Cette lacune illustre on ne peut mieux que René Lévesque n'écrit pas pour les analystes et qu'il accorde peu d'importance à leurs préoccupations.

Par ailleurs, s'il fallait comparer l'ammésie qui affecte René Lévesque à celle d'un Lester Pearson, par exemple, je ne suis pas convaincu que celui-ci est moins touché par cette incommodité. Il est plus méticuleux, mais il a la fâcheuse habitude de s'approprier des initiatives qui ne lui appartiennent pas au premier chef, et je pense à la mise sur pied de la Commission royale d'enquête sur le

bilinguisme et le biculturalisme dont la paternité revient, à parts égales, à André Laurendeau et à Gilles Grégoire à ce moment-là député créditiste à Ottawa.

Bref, et sans vouloir m'éterniser sur le difficile problème du décodage des souvenirs d'acteurs pour le chercheur, je ne veux que souligner à quel point, dans tous les cas, quels que soient l'origine et l'auteur d'un document, il faut toujours maintenir une distance critique entre l'écrit et son interprétation.

Je dirais donc à cet égard que la prose de René Lévesque ouvre plus de perspectives de débats autour d'un thème et d'une problématique qu'on aurait pu croire enterrés avec son départ de la scène politique, que la plupart des autres contributions en ce domaine. Après tout, ni les mémoires de Pearson, ni ceux de Barrette ne relancent la question politique et pratique de ce qu'on aurait pu appeler le « pearsonisme » ou le « barrettisme », alors que la lecture du livre de René Lévesque ouvre d'entrée de jeu sur la difficulté d'un « après-lévesquisme » et sur tout le problème de la rechute actuelle du processus d'émancipation sociale.

Il est désormais temps de conclure. Entre les approches maximalistes qui défendent l'ouvrage à la fois sur le plan littéraire et comme contribution unique à l'analyse politique, et celles qui n'y voient qu'une méchante initiative tout juste bonne à renvoyer l'impétrant à ses devoirs, il me semble que l'on ne fait pas la part des choses.

Par rapport aux autres oeuvres de même nature publiées depuis vingt ou vingt-cinq ans par des politiciens d'ici, celle de René Lévesque est d'une densité étonnante, non pas par la seule grâce de ses talents d'écrivain ou par l'opération de sa mémoire tronquée, voire, par son souci d'effacement, mais, essentiellement, parce que l'auteur nous confronte à une difficulté fondamentale, celle d'être Québécois.

René Lévesque a témoigné. Le succès du livre est moins à la mesure de l'analyste qu'à celle des convictions du militant. Dans un contexte caractérisé par l'affaiblissement idéologique n'est-ce pas le plus méritoire des derniers tours de piste à effectuer que de sauver le débat autour de la question du Québec de l'embourgeoisement gobeillo-bourassique ?

De 8 heures à minuit
7 jours par semaine
RENAUD-BRAY
5219, Côte-des-Neiges — (514) 342-1515

POUR UNE SCIENCE OUVERTE A TOUS

<p>Evry Schatzman <i>Les enfants d'Uranus</i> A la recherche des civilisations extraterrestres</p>	<p>Dominique Simonnet <i>Vivent les bébés!</i> Ce qui se cache derrière le visage</p>	<p>Rudy Rucker <i>La quatrième dimension</i></p>	<p>Martin Gardner <i>L'univers ambidextre</i> Les miroirs de l'espace-temps</p>
---	--	---	--

Sommes-nous seuls dans l'Univers? Y-a-t-il, ailleurs dans la Galaxie, d'autres êtres vivants, pensants, communicants? Ces questions sont aujourd'hui abordées par les disciplines de pointe de la science contemporaine, biologique et astrophysique. 224 p. 21,95\$

Les bébés sont plus doués qu'on ne croyait! Ce que découvre la science aujourd'hui dépasse toutes les intuitions. Voici, pour la première fois, un panorama complet des récentes découvertes scientifiques, de la psychologie à la biologie, sur le fœtus, le nouveau-né et le bébé. 272 p. 21,95\$

« Notre monde peut être considéré comme une structure appartenant à un espace, à une infinité de dimensions... » Ce guide, brillant et profond, spirituel et sérieux, cultivé et rigoureux, explore ces nouvelles dimensions. 228 p. 22,95\$

Pourquoi un miroir inverse-t-il la droite et la gauche et pas le haut et le bas? A partir de cette naïve et perverse question, ce livre explore les symétries de l'univers. 320 p. 30,95\$

Collection Science ouverte dirigée par Jean-Marc Lévy Leblond
S E U I L

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans la composition du texte de M. Michel Plourde paru hier dans cette page. Dans l'alinéa précédent la conclusion, il aurait fallu lire ce qui suit : Dans un domaine aussi « sensible » et aussi exposé aux pressions de toutes sortes que celui de la francisation et du développement de la langue française au Québec, la mince autonomie (partie omise) dont jouissait encore l'OLF pour administrer dans le calme et l'équité les dossiers de la francisation se trouve désormais compromise. De plus, il est impossible (et non possible) d'imaginer que le nouvel Office, qu'on prétend « multifonctionnel », puisse exercer, dans ce contexte, quelque fonction critique que ce soit. C'est un très dur coup pour la démocratie. Nos excuses à l'auteur.

Résultats
Tirage du 86-10-29
13 17 21 22 24 46 no complé-mentaire 27

	GAGNANTS	LOTS
Prochain tirage: 86-11-01	6/6	0 1 652 459,70 \$
	5/6+	2 312 131,30 \$
	5/6	234 2 040,00 \$
Gros lot (approx.):	4/6	13 819 66,40 \$
4 000 000,00 \$	3/6	265 855 10,00 \$
	Ventes totales: 14 068 184,00 \$	

Vous pouvez miser jusqu'à 20 h 00 le jour du tirage.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros et la liste officielle, cette dernière a priorité.

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Doré

toraux, en combat singulier, la présence de candidats marginaux n'ayant que peu d'influence sur la conduite et la conclusion de la campagne électorale.

Le chef du RCM est le premier adversaire du maire de Montréal qui ait compris qu'il fallait entreprendre la campagne électorale quatre ans avant son échéance. Les autres aspirants à la mairie n'ont pas voulu persévérer. Il jouit donc sur son adversaire du Parti civique d'un avantage certain, celui de l'expérience municipale et celui de la familiarité auprès des électeurs. Car pendant toutes les années où il a dirigé l'opposition, clouant les porte-parole de l'administration à leur siège, Jean Doré a occupé les écrans et les ondes, donnant, sans jamais défaillir, la contreproposition la plus souhaitable. Les électeurs de Montréal le connaissent et il les connaît.

L'administration RCM sera une administration responsable. La confection du budget, l'administration municipale, nous connaissons très bien, nous siégeons sans l'opposition depuis 12 ans. Nous voulons à la fois apporter des changements qui sont nécessaires et qui, comme je le dis souvent, ne sont pas des bouleversements et qui pourront se faire à l'intérieur du cadre budgétaire et progressivement.

Les premiers changements, les plus immédiatement perceptibles, surviendront plus dans la manière avec laquelle les nouveaux élus municipaux entendent s'acquitter de leur mandat que dans les procédures, voies et moyens de l'administration municipale.

Le comité exécutif, composé de six conseillers municipaux et du maire, partagera les responsabilités et travaillera en collégialité.

Il n'est pas vrai, dit M. Doré, que le président ou la présidente du comité exécutif va s'emparer de tous les pouvoirs. Nous allons fonctionner sur une base d'équipe. Le comité exécutif sera une équipe d'hommes et de femmes qui vont, forcément, partager les dossiers et qui le feront sur une base de compétence, d'expérience et sur une base collégiale. Ils seront responsables de ces dossiers devant le conseil et devant la population.

Le régime actuel fait en sorte que l'essentiel des dossiers se trouve entre les mains du président et du vice-président du comité exécutif. Rares sont les autres membres, le maire excepté, qui se consacrent à cette tâche à plein temps et qui répondent de leurs gestes au conseil municipal. Le président parle et parle habituellement seul au nom de l'administration municipale.

Tous les conseillers municipaux, y compris ceux de l'opposition, pourront avoir un siège à l'une ou l'autre commission du conseil dont la formation aura lieu dès 1986, ou au plus tard dans les premières semaines de l'année 1987.

J'ai l'intention de mettre rapidement tout le monde au travail et quand je dis rapidement, je veux dire dans les semaines qui vont venir. Nous n'attendrons pas les amendements à la charte pour instituer des commissions, nous avons déjà la possibilité de le faire.

Les commissions du conseil, consultatives, auront un pouvoir d'initiative. Le comité exécutif transmettra leurs recommandations en y joignant ses propres conclusions et recommandations pour adoption au conseil, parfaitement libre de diverger d'opinion, et des commissions, et du comité exécutif.

Le conseil municipal de Montréal n'a institué aucune commission depuis longtemps (sauf la commission de toponymie qui ne s'est jamais réunie publiquement). Au conseil de la CUM, la majorité du Parti civique a refusé tout siège à l'opposition dans les commissions. M. Doré entend réserver une place à l'opposition dans la délégation montréalaise aux commissions consultatives de la CUM.

Le RCM ne se propose pas non plus de reprendre du début la confection du premier budget qu'il adoptera, en décembre sans se prévaloir des délais extraordinaires que prévoit la loi les années d'élections. Tout au plus exécutera-t-il certains engagements électoraux: abolition de la taxe d'eau et de services dans le secteur domiciliaire, diminution significative du taux d'imposition foncière.

M. Doré ne s'attend pas à ce que l'élection du RCM provoque quelque remous, ni dans les milieux politiques, ni dans les milieux d'affaires.

Nous avons été sages. Nous avons développé des contacts avec l'ensemble des gens qui sont des décideurs pour Montréal, nous dit M. Jean Doré qui affirme être à tu et à toi avec Robert.

Robert et moi, on se connaît depuis longtemps. Je puis vous souligner que Robert Bourassa a toujours admiré le travail du RCM d'avoir pu, dans le contexte des divisions culturelles et linguistiques de Montréal, faire travailler ensemble des francophones et des anglophones, et aussi des allophones à des projets communs d'intérêt urbain.

Il a eu des entretiens avec des ministres canadiens et québécois et des échanges avec les caucuses des députés montréalais dans l'un et l'autre parlement.

Et le milieu des affaires de Montréal se prépare depuis un bon moment au changement. Depuis près de deux ans, le président du RCM a rencontré et discuté avec tous les milieux de l'économie montréalaise des perspectives de développement de la ville, de son rôle et des indispensables démarches de concertation dont elle doit prendre l'initiative. Personne au Parti civique n'a cultivé ses bonnes relations avec le milieu des

affaires montréalaises comme le président du RCM et ses collaborateurs les plus préoccupés des questions économiques.

Le RCM, devenu le plus important parti politique municipal au pays, avec 17.000 membres, conserve jalousement son autonomie. Une règle constitutionnelle du parti interdit à tout titulaire d'un poste électif de s'inscrire dans un autre parti politique, provincial ou fédéral.

C'est tout à fait délibéré. Nous l'avons fait parce que nous pensons qu'il est important de se bâtir une base politique qui soit capable de défendre les intérêts de Montréal indépendamment de la couleur des partis politiques à Québec et à Ottawa. Nous ne sommes tributaires d'aucun parti politique.

Les sondages ont repéré depuis plusieurs mois une volonté de changement. Le président du RCM ne craint pas le balayage, persuadé que le conseil, avec ses commissions, et la presse municipale feront contre-poids au pouvoir exécutif. Il redoute, cependant, la cohabitation qu'il juge intenable dans la régime municipal montréalais.

Outre son candidat à la mairie, le RCM présente des candidats dans tous les quartiers. Il reste le seul parti politique à la faire.

◆ Dupras

coat à queue du maire Drapeau dit-il, au cours d'un entretien au DEVOIR. « Au début, je leur ai dit que moi je n'ai pas de coat à queue. Si vous voulez vous faire élire, vous allez travailler... Ces gars-là ont été élus parce que Drapeau était là. Moi, je ne suis pas capable de vous faire élire. Je ne sais même pas quel sera mon impact dans la campagne. Il faut que les candidats fassent du porte à porte, qu'ils s'organisent par des contacts personnels. »

La démocratisation du Parti civique, décidée et entreprise dès l'été dernier, doit se poursuivre après les élections. Le nouveau chef a institué des commissions et des comités de travail dont l'un a pour mandat de préparer une constitution. Le parti s'ouvrira à tous ceux qui voudront y participer, se structurer dans tous les districts et s'enraciner davantage dans tous les quartiers.

Le PCM ne devrait plus ressembler au cercle fermé, quasiment intime, qui réunissait exclusivement les conseillers municipaux, les candidats défaits et le maire dans des assemblées à huis clos.

Pour la première fois de son histoire, le PCM a publié un manifeste. Le nouveau chef, avec le concours de ses candidats, y exprime sa vision de la ville et de son administration.

Ainsi, il affirme que la consultation deviendra courante, sans devenir institutionnelle, dans la conduite des affaires importantes. Le manifeste propose quatre sommets majeurs (transports, démographie, écologie, vie culturelle) dans le but d'établir le consensus montréalais et la concertation aussi large que possible des intervenants.

Ainsi Montréal, en sa qualité de grande ville francophone, doit résoudre un grave problème de diminution de sa population, soit par l'immigration, soit par la natalité. M. Dupras en conclut que la ville ne peut plus l'ignorer et doit s'en préoccuper en priorité. Un sommet devrait permettre d'esquisser les démarches municipales nécessaires à cet égard.

« Je pense que c'est une façon responsable d'administrer la ville: ne pas donner des solutions toutes faites, mais les rechercher avec tout le monde et adopter un plan d'ensemble. Je n'ai pas toutes les solutions, tout de suite! »

Dans ses discours comme dans ses autres interventions publiques, M. Dupras a d'abord témoigné de sa bonne volonté, de son ouverture d'esprit et d'une attitude novatrice, bien plus que d'engagements électoraux.

Il n'a pas voulu répondre de l'administration municipale à laquelle il n'a pas été parti, affirmant que lui, Claude Dupras, se préoccupait d'abord d'avenir. Mais il ne renie pas l'héritage qu'il compte faire fructifier à l'adaptant à l'évolution des mentalités.

« Il y a des choses qui ne marchent pas. C'est certain. »

« Moi, j'ai l'avantage d'avoir un héritage riche. Je me sens à l'aise. J'ai une belle ville, une ville où les gens se sentent à l'aise dans leur peau et on me demande de la diriger. »

M. Dupras ne veut s'approprier ni les mérites de l'administration municipale, ni les reproches. « Nous avons eu l'expo, le métro et je n'ai pas de médaille pour cela. Si des affaires ont mal marché, ce n'est pas de ma faute non plus. »

Il convient avec le vérificateur de la Ville de la centralisation excessive du processus de décision. Elle n'a pas empêché l'administration municipale d'agir.

« Le comité exécutif prendra ses responsabilités. Je veux décentraliser les responsabilités au sein du comité exécutif au lieu de donner tout au président. Attribuois à chacun des responsabilités de service... »

Les membres du comité exécutif répondront de leurs faits et gestes au conseil municipal.

Mais le contrôle budgétaire, l'exercice du pouvoir de dépenser, demeureront central. « À mon avis, les fonds publics ont été bien gérés et ont été bien protégés », croit M. Dupras. Le rapport du vérificateur de la Ville ne lui permet pas de conclure à une mauvaise administration ou à des décisions scandaleuses.

M. Dupras est le premier adversaire du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) qui attaque systématiquement son programme et son candidat à la mairie. Dans les précédentes élections, le maire de la ville M. Jean Drapeau ne consacrait pas beaucoup de temps à la dénonciation de ses adversaires et préférait souligner le bilan, la fidélité et la loyauté de son parti aux Montréalais.

De son adversaire, qui l'a traité de touriste en début de campagne, M. Dupras dit qu'il est « un bel homme, beau parleur, bref plus que parfait ».

« La stratégie du RCM, c'est de dire que je ne connais pas mes dossiers. J'ai accepté d'aller dans tous les débats même quand je savais qu'ils étaient des pièges à ours. Je connais autant que moi les dossiers. Je ne connais pas tous les détails et ce qui compte c'est que je connaisse l'ampleur des problèmes et où nous voulons aller. »

« Je n'ai pas fait de promesses électorales. Je ne veux pas être maire à n'importe quel prix. Je veux être capable de vivre le lendemain de mon élection avec ce que j'ai dit avant. »

Ses assauts ont, estime-t-il, démontré toute la fragilité des convictions du président du RCM et de son programme. « La crème sur le gâteau, c'est qu'il a pris mon discours. Il a son pris son programme et l'a mis de côté. Maintenant, il prends mon discours! »

M. Dupras s'arroge la paternité du discours politique « réaliste, responsable, selon la capacité de payer », discours qu'il a prononcé dès son entrée en politique municipale et que son adversaire a repris intégralement au cours du débat télé et radio-diffusé.

◆ Canadair

gées financièrement et techniquement valables et qui présentaient peu de différences. « Nous avions le choix et nous l'avons exercé. Nous avons fait celui qui nous semblait le meilleur pour le Canada et pour l'économie canadienne », a-t-il dit en conférence de presse.

La différence entre les deux soumissions était néanmoins clairement en faveur de Bristol. L'évaluation technique, faite par un comité de 75 fonctionnaires, donnait 926 points sur 1.000 à Bristol et 843 à Canadair. Sur le plan financier, la soumission de Bristol était de \$100.5 millions pour un contrat initial de trois ans et demi. Celle de Canadair était de \$104 millions. M. de Cotret a reconnu, hier, qu'il n'était pas question, lorsque furent lancés les appels d'offres en juillet 1984, de faire des retombées technologiques un critère de sélection. Le gouvernement n'est jamais tenu de retenir la plus basse soumission, a-t-il rappelé tout en insistant sur le fait que le gouvernement pouvait tenir compte d'autres facteurs du fait que les deux soumissionnaires se qualifiaient. Il a cependant reconnu qu'à l'avenir le gouvernement devrait peut-être indiquer dans ses appels d'offres les facteurs dits nationaux qui pourraient entrer en ligne de compte dans sa décision.

Les chefs des deux partis d'opposition aux Communales, John Turner et Ed Broadbent, ont reproché au premier ministre Mulroney le caractère douteux du processus de décision. Leur qualité de chef de parti devait les amener cependant à modérer leurs critiques et même à se réjouir de la victoire acquise par la communauté politique et économique québécoise. Coïncé tous deux entre des intérêts régionaux divergents, ils ont préféré laisser leurs députés déplorer ou approuver le choix de Canadair.

Ainsi, Lloyd Axworthy, le député libéral de Winnipeg-Port-Garry, a dit voir dans cette décision un message clair et tragique pour l'Ouest qui confirme que son économie est condamnée à être une économie de ressources. Le gouvernement conservateur a annulé la construction d'un centre de recherche à Winnipeg, a fermé le centre d'entretien de Via Rail. Il faut conclure qu'on ne veut pas lui donner accès au développement technologique.

Le député néo-démocrate Cyril Keeper (Winnipeg-Nord) devait reprendre les mêmes arguments que son collègue libéral, demandant même que l'on ordonne une enquête du vérificateur général maintenant qu'il existe des doutes sur l'équité du processus de soumission. D'autres dans son parti ont rappelé que le ministre senior pour le Manitoba, Jake Epp, avait, l'hiver dernier, presque promis ce contrat à Bristol.

Le ministre Epp ne cachait pas sa déception hier et disait que le gouvernement est en dette d'un contrat à sa province. « Il faut que le Manitoba accroisse sa part de l'industrie aéronautique qui est actuellement de 7 %, mais cela doit se faire sur la base de la compétence », a-t-il dit. Solidaire, il appuyait néanmoins volontiers la décision gouvernementale qu'il se disait prêt à défendre.

Dans le but probablement d'éviter de briser cette solidarité, les députés conservateurs manitobains étaient presque tous absents des Communales hier. Le seul disponible était le député Felix Holtman, un ennemi juré du *French Power*, qui retenait ses commentaires devant les questions parfois agressives des journalistes de l'Ouest.

Au Manitoba, les porte-parole de la communauté économique devaient critiquer de façon virulente la décision du gouvernement Mulroney. Un peu comme on l'avait fait au Québec, un lobby s'était organisé autour de Bristol pour faire pression sur le gouvernement fédéral. On était d'autant plus sûr de l'emporter que l'on savait que l'évaluation technique et financière était favorable à Bristol. Le président de cette dernière, M. J. A. Bowden, a dit croire que la décision remettait en cause le processus d'appels d'offres publics.

« Franchement, je ne peux plus faire confiance à cet homme (Brian Mulroney) », lançait par exemple le premier ministre Howard Pawley qui avait du mal hier à retenir son agressivité. Malgré cette absence de confiance, il a néanmoins accepté de rencontrer M. Mulroney lundi pour discuter du dossier. Même si le gouvernement dit n'avoir pas l'intention de compenser le Manitoba, il est possible que Bristol se voit accorder d'autres contrats. Hier M. de Cotret a reconnu que le ministère de la Défense irait bientôt en soumission pour l'entretien des avions F-5.

Les députés québécois étaient pour leur part franchement heureux. Le député libéral Jean-Claude Ma-

lart félicitait le gouvernement conservateur mais regrettait qu'à chaque fois les Québécois doivent former un comité de survie pour obtenir ce qui leur revient. « Il faut rendre hommage au comité créé par Normand Cherry, le président des employés de Canadair », a-t-il dit.

Le président de Canadair, M. Donald Lowe, était aussi parmi ceux qui se réjouissaient. Selon lui, ce contrat peut valoir beaucoup plus que le milliard de dollars évoqué par M. de Cotret. Le F-18 étant un avion en évolution, le programme d'entretien pourra valoir en 20 ans possiblement \$20 milliards, tout dépendant des changements qu'on apportera à l'appareil.

Le contrat qui, pour l'instant, n'est que de trois ans et demi devrait pouvoir être renouvelé presque automatiquement pendant toute la durée utile du F-18 qui sera de 20 à 25 ans. Pour ne pas se qualifier pour le renouvellement, Canadair devrait avoir failli à l'exécution du premier contrat.

Canadair tenait particulièrement à ce contrat. Les soumissionnaires, lors de la vente de Canadair, en avaient tous fait d'ailleurs presque une condition, y voyant la clé du succès futur de l'entreprise de Ville Saint-Laurent. Le nouveau propriétaire, Bombardier, était d'ailleurs allé jusqu'à inscrire dans le contrat d'achat une clause accordant une ristourne de 1 % au gouvernement fédéral sur ce contrat d'entretien. Cela fait maintenant que le contrat accordé hier vaut en réalité \$103 millions.

L'insistance de Canadair venait non pas des sommes en cause mais des retombées technologiques possibles. Cette compagnie disait être la seule à pouvoir intégrer dans ses propres avions une technique comme celle des matériaux composites en carbone-époxyde. La cellule et les ailes du F-18 comportent plusieurs pièces de matériaux composites, une technologie à laquelle aura accès Canadair au moment de l'entretien. On aura aussi accès à une technologie avionique des plus poussées puisque le F-18 compte 25 ordinateurs à son bord.

Les documents publiés hier par le gouvernement fédéral insistent sur le fait que Canadair devra cependant multiplier ses propres recherches pour pouvoir profiter de ces technologies et améliorer sa compétitivité. Selon le ministre de Cotret, Canadair pourra par la suite faire profiter de ces avantages tous les secteurs de l'industrie canadienne.

Ce contrat, Canadair ne sera pas seul à l'exécuter. En raison des particularités de l'avion F-18, le ministère de la Défense nationale avait conçu un programme intégré d'entretien et demandé aux soumissionnaires de se regrouper en consortium pour offrir un service complet. Alors que Bristol s'était associé avec Litton Systems et d'autres compagnies ontariennes, Canadair s'était lié avec CAE-Electronic, une autre société de Ville Saint-Laurent, et Northwest Industries Ltd, de Edmonton. Cette dernière est une filiale de CAE.

Le nombre d'emplois directs qui sera créé par ce contrat est évalué à 255, dont 242 à Montréal. Les emplois indirects sont évalués à 92, dont 89 à Montréal. Le contrat d'entretien débutera en 1988, au moment où le Canada prendra livraison des derniers des 138 appareils commandés en 1980 à McDonnell-Douglas. Le F-18 avait été préféré au F-16 proposé par General Dynamics.

Le processus de soumission pour le contrat d'entretien s'est amorcé en juillet 84. Trois groupes s'étaient montrés intéressés à présenter des soumissions. Outre Canadair et Bristol, il y avait IMP, de Halifax. La soumission de ce groupe fut jugée techniquement irrecevable le printemps dernier.

◆ Reagan

tes fortes : l'argent et le président Reagan.

Les candidats républicains au Sénat ont reçu environ \$ 7 millions de leur comité national, soit plus du double des fonds dont disposent les démocrates. Il est vrai que les « sortants » républicains sont plus nombreux. Les grandes entreprises et les riches particuliers intéressés au maintien de la majorité républicaine au Sénat, ont apporté de larges contributions.

Le premier objectif des républicains est d'entraîner les électeurs à voter. La campagne s'est déroulée en effet dans une grande apathie et l'abstentionnisme, — un phénomène traditionnel de la république américaine —, et particulièrement fort dans les élections parlementaires du *mid-term*, c'est-à-dire ayant lieu au milieu du mandat présidentiel. Selon divers sondages, 10 % seulement de l'électorat potentiel déclare s'intéresser à la bataille électorale. Ainsi les fonds électoraux sont massivement employés à financer des « spots » à la télévision, et plus encore à contacter au téléphone des dizaines de milliers d'électeurs, notamment les jeunes qui votent pour la première fois. Ceux-là entendent la voix enregistrée du président (« Hello, I am Ronald Reagan »), les appelant à accomplir leur devoir électoral.

Le second objectif de l'état major républicain est bien entendu d'amener des électeurs marginaux à faire « le bon choix ». Pour y arriver il compte essentiellement sur l'atout-maitre représenté par le président Reagan dont la cote personnelle de popularité a encore augmenté après Rejkavik. Ainsi quant à le « bureau oval de la Maison-Blanche », le président est apparu sur toutes les estrades, à la rescousse des élus républicains menacés, ou pour mener l'assaut contre les « sortants » démocrates dans plusieurs États notamment en Californie, au Colorado, dans le Missouri et la Louisiane où les républicains sont bien placés.

Le président Reagan a ainsi participé activement à la campagne. Il spécule sur le prestige qui s'attache

à tout président des États-Unis en exercice. En outre il s'est efforcé d'orienter la campagne sur les thèmes de politique étrangère, sur ses efforts de « champion de la paix », sur les chances d'arriver à un accord nucléaire avec Moscou, mais ils seraient compromises, dit-il, si les démocrates l'emportaient. Il essaie aussi de détourner l'attention des électeurs des conditions économiques incertaines, mettant délibérément en évidence la légère amélioration de la croissance et une réduction minime du déficit commercial, à l'origine des fermetures d'usines, du chômage, pour laisser dans l'ombre un énorme déficit budgétaire, qui entraîne une hausse prohibitive des taux d'intérêt.

Reste à savoir si cette intervention active du président sera suffisante pour démentir les derniers pronostics prévoyant malgré tout un succès difficile pour les démocrates. À dire vrai une défaite honorable ne serait pas trop gênante pour le président. Certes sa liberté d'action pendant les deux dernières années de son mandat se trouverait limitée. Mais il ne serait pas paralysé dans la mesure où il peut compter sur la coalition conservatrice des démocrates du sud et des républicains pour lui apporter un soutien dans les votes décisifs.

◆ Hyundai

M. Robert Bourassa, a refusé de dire hier s'il croyait que le contrat passé avec Hyundai était dérogatoire à la Charte. Il a prétexté n'avoir pas pu faire un examen comparé du contrat et de la loi.

Mme Lise Bacon a déclaré hier à CBC avoir « personnellement demandé à l'OLF, dans une lettre datée du 26 mars, de contacter Hyundai pour offrir ses services. J'ai reçu le rapport de l'Office en juin. On m'informe que Hyundai se disait satisfaite des explications qu'on lui a données sur la Charte et ses règlements. La compagnie se dit aussi désireuse d'appliquer la Charte dans toutes ses dimensions ».

Des officiers de l'OLF, nous a confirmé son porte-parole, ont effectivement rencontré, le 12 juin dernier à Toronto, M. Norman Gibbons, le vice-président et chef des opérations à Hyundai, et M. David Penhorwood, l'avocat conseil de la compagnie. Ils leur ont expliqué les tenants et aboutissants de la loi 101. « Ils ont été reçus avec chaleur, nous a précisé le porte-parole de l'OLF, et leurs interlocuteurs de Hyundai leur ont donné l'assurance que la loi ne leur causait aucun problème ». M. Penhorwood a même écrit à l'OLF au lendemain de la rencontre pour exprimer sa satisfaction.

Le porte-parole de l'OLF a en outre redit au DEVOIR ce qu'il lui avait déjà confirmé en novembre dernier au moment de la conclusion du contrat avec Hyundai. Du point de vue de l'OLF, les clauses linguistiques du contrat sont conformes à la loi.

De plus, dès que Hyundai comptera 100 employés au Québec, la compagnie devra, comme les autres

sociétés, se soumettre à la procédure touchant la francisation des entreprises.

Les programmes de francisation doivent comprendre notamment « l'utilisation du français comme langue de travail et des communications internes », « l'utilisation du français dans les documents de travail de l'entreprise, notamment dans les manuels, et les catalogues » et (...), « l'utilisation d'une terminologie française ».

Le certificat de francisation s'obtient au terme d'un processus négocié avec l'OLF et qui dépend de la nature des opérations. En ce qui concerne Hyundai, une partie des opérations menées à Bromont relèveront du siège social situé à Toronto et feront, à ce titre, et conformément à la Charte, l'objet d'une entente particulière.

Voici le texte intégral des clauses linguistiques du contrat du 15 novembre dernier:

■ Communication avec le siège social: Une compagnie située au Québec communique avec son siège social dans la langue de son choix. De plus, la notion de siège social est élargie pour inclure toutes les personnes affectées au Québec par la compagnie mère. Par conséquent, une compagnie pourrait exiger qu'un certain nombre de ses employés de bureau soit exceptionnellement compétents en anglais (ou dans une autre langue).

■ Recherche et développement: Une compagnie peut mener des activités de recherche et de développement dans la langue de son choix. Par conséquent, en vue de rendre cette disposition opérationnelle, une compagnie peut exiger que ses employés, même de bureau, puissent faire la recherche et le développement en anglais.

■ Manuels pour la construction de l'usine: Une compagnie peut, durant la période de construction d'une usine, utiliser des manuels dont le contenu est en anglais seulement.

■ Manuel d'opération de l'usine: Les compagnies qui ont des activités industrielles au Québec doivent normalement disposer de manuels d'opération en français.

Toutefois, il y a des exceptions à cette règle. Dans les situations où le processus de traduction est trop coûteux ou non pratique sur le plan technique, ces manuels peuvent demeurer dans leur langue d'origine, soit en anglais ou dans tout autre langue.

■ Les communications dans les usines: Même si la majorité de la population du Québec est bilingue, une compagnie peut exiger, dans la description d'une offre d'emploi, que ses cols bleus, qui occupent des fonctions clés, et ses contremaîtres soient bilingues.

Ces clauses ne sont pas propres à Hyundai. Elles constituent, nous a précisé l'OLF, des clauses types que le ministère de l'Industrie et du Commerce a fait connaître à toutes les sociétés étrangères désireuses de s'installer au Québec.

THEATRE

BAR-THÉÂTRE DE LA DAME DE COEUR: soirée 147, autoroute 20, Upton — Une semaine de vacances de Gisèle Bourret et Michel Paré, les ven. et sam. jusqu'au 6 déc. à 21h., supper-théâtre à 18h30.

CAFÉ DE LA PLAGE: PDA (842-2112) — Tête-à-tête de Ralph Burdman, traduction et m. en s. Jean-Pierre Roux, à compter du 5 nov.

CENTRE DU MOUVEMENT CRÉATIF: 878 rue Québec, Outremont (277-8320) — Le Théâtre de la Nouvelle Lune présente « L'Enfant mort sur le trottoir » de G. Foissy et « Concert à la carte » de F. X. Kroetz, dans une m. en s. de Odette Guimond, du 6 au 7 nov., du mar. au dim. 20h30.

HABITAT SAINT-CAMILLE: 11025 ave Alfred, Montréal-Nord (321-9000) — « Bingo » avec Guy Migneault, Manon Gauthier, Sylvie Germain et Danielle Fichaud, le 1 nov. à 20h30.

IMPLANTATION: 2 rue Crémazie, Québec (529-2183) — Le Théâtre de la Communauté présente « Jocelyne Trudelle trouvée morte dans ses larmes » de Marie Laberge, m. en s. Marie Laberge, du 3 oct. au 2 nov. à 20h, dim. 15h.

LA LICORNE: 2075 St-Laurent, Montréal (843-4166) — « Brico », m. en s. Daniel Valcourt, du 1 nov. au 21 déc., du mar. au dim. 20h30.

LE REINE ÉLIZABETH: Salle Arthur, 900 Ouest Dorchester, Montréal (861-3511) — « Irma la douce » m. en s. Philippe Grenier, dir. musical Marc Chabreau, spectacles français et anglais, jusqu'en octobre, du mar. au dim.

L'ESKALAP: 1237 Sanguinet, Montréal (849-7164) — « Rien à voir » de Bernard André, mise en espace Jacques Crête, du 14 oct. au 15 nov., du mar. au sam. à 20h.

MAISON THÉÂTRE: 255 est Ontario, Montréal (288-7211) — Le Théâtre de la Vanille 17 présente « Folie furieuse » de Robert Bellefeuille, du 18 oct. au 2 nov., les sam. 15h., les dim. 13h. et 16h.

NOUVEAU THÉÂTRE EXPÉRIMENTAL: Montréal (521-4199) — « La tour » avec Anne-Marie Provencier, spectacle guidé sur rendez-vous seulement (1 personne à la fois).

SALLE FRED BARRY: 4353 est Ste-Catherine, Montréal (253-8974) — Le Pool présente « Il must be sunday » m. en s. Rodrigue Proteau, du 15 oct. au 1 nov., du mar. au dim. à 20h30.

THÉÂTRE ARLEQUIN: 1004 est Ste-Catherine, Montréal (288-4251) — « Le temps d'un réve », comédie musicale pour tous présentée par la Fondation Canadienne pour l'Ilbète et la Colite, les dim. à 13h30 et 16h, jusqu'au 9 nov.

THÉÂTRE CALIXA LAVALLÉE: 3819 rue Calixa

Lavallée, Montréal (325-1370) — La Troupe de théâtre La Barraca présente « La Comedia española » de Jaime Silva, du 28 oct. au 2 nov.

THÉÂTRE CENTAUR: 453 St-François-Xavier, Montréal (288-3161) — « Asinamali » de Mbonjeni Ngema, du 7 oct. au 1 nov.

THÉÂTRE EXPÉRIMENTAL DES FEMMES: 5015 rue de la Pointe, Montréal (721-5381) — Le Théâtre Parminou présente « Ça crève les yeux, ça crève le cœur » regard intérieur sur la pornographie, du 29 oct. au 16 nov., du mar. au dim. 20h30 — « La Condition des soies », d'Annie Zadek, m. en s. Patrick Bonté, du 20 nov. au 13 déc., du mar. au sam. à 20h30.

THÉÂTRE DE LA GALERIE: 6968 St-Denis, Montréal (277-0806) — L'Enfant-Théâtre présente « Histoire du nain qui ne voulait pas grandir » de Monique Fournier, m. en s. Pierre Beaudry, les 29-9-16-23-30 nov. 13h30 et 15h30.

THÉÂTRE DENISE PELLETTIER: 4353 est Ste-Catherine, Montréal (253-8974) — « La mégère apprivoisée » de William Shakespeare, m. en s. Jean-Luc Bastien, du 23 oct. au 29 nov., ven. et sam. à 20h30.

THÉÂTRE PORT-ROYAL: PDA (842-2112) — La Compagnie Jean Duceppe présente « Le local » de Joe Orton, m. en s. Lorraine Pintal, à compter du 29 oct., mar. au ven. 20h30, le sam. 17h. et 21h.

THÉÂTRE DE QUAT'SOIS: 100 est ave des Pins, Montréal (845-7277) — « Les filles de 5-10-15 », dans une m. en s. de Lorraine Pintal, à compter du 11 nov., du mar. au ven. 20h30, le sam. 19h. et 22h.

THÉÂTRE DU RIDEAU VERT: 4654 St-Denis, Montréal (844-1793) — « Garroches en paradis » d'Antoine Maillet, m. en s. Roland Laroche, du 1er oct. au 1er nov., mar. au ven. 20h, sam. 17h. et 21h., dim. 15h.

GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC: Salle Octave-Crépeau, Québec — La Trident présente « L'Éducation de Rita » de Willy Russell, m. en s. Jean-Jacques Boutet, du 4 au 29 nov., du mar. au sam. à 20h.

THÉÂTRE LE PIGEONNIER: 138 Wellington Nord, Sherbrooke (564-2060) — Le Théâtre de la Pursuite présente « La condition de soies » d'Annie Zadek, du 14 oct. au 1 nov. à 20h30 — « Les célébrations », de Michel Garneau, producteur, du Théâtre Du Sang Neuf, du 5 au 22 nov. à 20h30.

LA CASERNE DU MARCHÉ: 179 rue Clarendon, Ottawa (749-3631) — Le Théâtre d'Ila Corvée présente « Bienvenue aux dames, ladies welcome » de Jean-Raymond Marcoux, m. en s. Pierre Collin, du 21 oct. au 8 nov., du mar. au sam. 20h30.

VARIETÉS

BISTRO D'AUTREFOIS: 1229 St-Hubert, Mt (842-2808) — La Bolte à Lily: Brunch musical avec Marie Perle Quintin, pianiste les dim. de 11h30 à 15h30 — Manuel Braut, succès anciens et récents, les 1-2 nov.

LE CAF' CONC': Château Champlain, 1 Place du Canada, Montréal (878-9000) — Spectacle « Panama » réalisation de Leonard Miller, dir. George Reich, avec Michèle Richard, chanteuse, et Mark Nizer, jongleur, jusqu'au 31 déc., lun. au ven. 21h. et 23h., ven. 20h30, 22h30 et 00h30.

CAMMAC RESTAURANT LA SANDWICHIERIE: 327 rue St-Royal, Montréal (843-6578) — Raymond Lévesque, monologiste, du 9 oct. au 2 nov., du jeu. au dim. à 20h30.

CAFÉ TIMENES: 4857 ave du Parc (272-1734) — Brunch tous les dimanches, à 14h.

CAMMAC: Orchestre Cammac jouera à Westwood 7 le 1er oct., les mer. soir, jusqu'au printemps, pour plus de renseignements (861-6950).

CENTRE SHERATON DE MONTRÉAL: 1201 Dorchester (872-2000) — Au rendez-vous des danseurs du Tout-Montréal, du mardi au dimanche, de 21h à 3h.

LE CLUB SODA: 5240 ave du Parc, Montréal (270-7848) — Le Groupe Sanguin, groupe humoristique, (supplémentaires du 29 oct. au 1 nov. à 20h30).

ENSEM BLE VOCAL MUSICA VIVA: L'ensemble vocal sous la dir. de Geneviève Boulanger à un dessein pressant de choristes basses, pour la saison qui débute. Lecture à vue et expérience chorale requises. L'ensemble répète les mer. soir. Pour plus de renseignements, composez le 389-9426.

ESPACE EXILIO: 2050 Dandurand local 212, Montréal (706-8646) — Off off off sur le ton de Pablo Neruda — Performance multi-média écrite et mise en action par Alberto Kurapel, jusqu'au 29 nov. les ven. et sam. à 20h30.

FORT CHAMBLY: Chamblay (658-1585) — Ciné-club le dim. 2 nov. à 14h. — Films d'animation et courts films traitant du patrimoine, des saisons, la vie des animaux, un regard sur les gens de chez nous et autres... y seront présentés.

LA LICORNE: 2075 St-Laurent, Montréal (843-4166) — « Aujourd'hui: rechte », spectacle de Danielle Lowry, du 27 oct. au 1 nov. à 20h30.

MAISON DE LA CULTURE NOTRE-DAME-DE-GRACE: 3755 Boulevard, Montréal (872-2157) — O Viteiro, (75 danses contemporaines, le 2 nov. à 14h.

MAISON DE LA CULTURE DE VILLÉRY: Pavillon Patro Le Prevost, 7355 Christophe-Colomb, Montréal (872-1730) — Pleurer pour rire, de Marcel Sabourin, par le Théâtre de la Marmelle, le 1er nov. à 13h30 — Hommage à Emilie Nelligan, avec Monique Leyrac, le 2 nov. à 14h30.

MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE MONTRÉAL: Cité du Havre, Montréal (873-2878) — Conférence du sociologue Marcel Fournier, suivi d'une discussion avec le public, le dim. 2 nov. à 14h.

MUSÉE DES BEAUX ARTS DE MONTRÉAL: auditorium, 1379 ouest Sherbrooke, Montréal (285-1600) — Films: L'Art américain depuis 1945, « The New York school » présente le 2 nov. à 14h.

MUSÉE UNIVERSEL DE LA CHASSE: Parc Mont-Royal, voir Camilien-Houde, Montréal (843-7038) — « Les danses de la nuit », de Berri, les artistes et comédiens qui sont intéressés à réserver un espace et à se produire sur scène, téléphoner au 378-2039.

et sam. à 20h30.

FORT CHAMBLY: Chamblay (658-1585) — Ciné-club le dim. 2 nov. à 14h. — Films d'animation et courts films traitant du patrimoine, des saisons, la vie des animaux, un regard sur les gens de chez nous et autres... y seront présentés.

LA LICORNE: 2075 St-Laurent, Montréal (843-4166) — « Aujourd'hui: rechte », spectacle de Danielle Lowry, du 27 oct. au 1 nov. à 20h30.

MAISON DE LA CULTURE NOTRE-DAME-DE-GRACE: 3755 Boulevard, Montréal (872-2157) — O Viteiro, (75 danses contemporaines, le 2 nov. à 14h.

MAISON DE LA CULTURE DE VILLÉRY: Pavillon Patro Le Prevost, 7355 Christophe-Colomb, Montréal (872-1730) — Pleurer pour rire, de Marcel Sabourin, par le Théâtre de la Marmelle, le 1er nov. à 13h30 — Hommage à Emilie Nelligan, avec Monique Leyrac, le 2 nov. à 14h30.

MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE MONTRÉAL: Cité du Havre, Montréal (873-2878) — Conférence du sociologue Marcel Fournier, suivi d'une discussion avec le public, le dim. 2 nov. à 14h.

MUSÉE DES BEAUX ARTS DE MONTRÉAL: auditorium, 1379 ouest Sherbrooke, Montréal (285-1600) — Films: L'Art américain depuis 1945, « The New York school » présente le 2 nov. à 14h.

MUSÉE UNIVERSEL DE LA CHASSE: Parc Mont-Royal, voir Camilien-Houde, Montréal (843-7038) — « Les danses de la nuit », de Berri, les artistes et comédiens qui sont intéressés à réserver un espace et à se produire sur scène, téléphoner au 378-2039.